

MARCHE DE SERVICES N° MAPA – 2025 - 05

**SERVICE DE COORDINATION PEDAGOGIQUE &
D'ENSEIGNEMENTS POUR LE DIPLÔME DE SPECIALISATION
ET D'APPROFONDISSEMENT**

MENTION « ARCHITECTURE & PATRIMOINE »

Ensemble urbains et sites patrimoniaux (champ n°2)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales.....	3
1.1	Présentation de la Cité et de l'École de Chaillot	3
1.2	Présentation du contexte de l'accord-cadre.....	3
1.3	Objet de l'accord-cadre et modalités d'exercice des missions	4
2.	Nature des prestations	8
2.1	Description des prestations.....	9
2.2	Présentation des champs et de leurs enseignements propres	14
2.2.1	Champ disciplinaire n°1 : Sciences de la conservation / restauration.....	14
2.2.2	Champ disciplinaire n°2 : Ensembles urbains et sites patrimoniaux.....	17
2.2.3	Champ disciplinaire n°3 : Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent	19
2.2.4	Champ disciplinaire n°4 : Théories et doctrines, Atelier de projet.....	20
2.2.5	Champ disciplinaire n°5 : Économie et gestion de projet.....	23

1. Dispositions générales

1.1 Présentation de la Cité et de l'École de Chaillot

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), la Cité de l'architecture & du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et la ville.

La Cité a pour mission d'assurer la promotion de l'architecture française en France et à l'étranger, et de faire découvrir les œuvres emblématiques du patrimoine architectural français et la création contemporaine internationale. La Cité créée en 2004 réunit en une même institution quatre départements : les Collections (musée et archives), les Ressources documentaires (bibliothèque *Jean-Louis Cohen*), la Création architecturale et la Formation.

Fidèle à son origine en 1887, ce dernier département également dénommé Centre des hautes études de Chaillot ou École de Chaillot, forme des architectes diplômés à intervenir sur le patrimoine architectural et urbain et sur les monuments historiques. Dans cet objectif, il délivre le diplôme de spécialisation et d'approfondissement mention "architecture & patrimoine", sur habilitation du ministre de la Culture, au terme d'un cursus de deux années.

Il contribue également à la formation des architectes et urbaniste de l'État ainsi qu'à la formation professionnelle continue des architectes, des architectes du patrimoine, des architectes en chef des monuments historiques, ainsi que des responsables et agents des services de l'État ou des collectivités territoriales, qui interviennent dans les domaines d'activité précités.

Il participe à la sensibilisation des publics, à la médiation, à l'éducation artistique et culturelle, ainsi qu'à la diffusion des connaissances et de la culture, dans les mêmes domaines. De plus amples informations sont disponibles sur le site de l'institution :

<https://www.citedelarchitecture.fr>

1.2 Présentation du contexte de l'accord-cadre

L'accord-cadre concerne principalement le DSA de l'École de Chaillot, diplôme de spécialisation et d'approfondissement mention Architecture & Patrimoine, dont le programme redéfini sous le contrôle du Conseil pédagogique de la Cité a été approuvé par le Comité de pilotage ministériel en juin 2022. Mis en œuvre à partir de la rentrée 2022, le nouveau programme de formation été habilité par la ministre de la Culture en novembre 2023 pour une période de 5 ans (Annexe 1), sur avis conforme du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Comme précisé ci-dessus, cette formation forme les architectes aux interventions sur le patrimoine architectural et la ville ancienne, en visant des capacités professionnelles et culturelles à traiter des monuments historiques. Les titulaires du diplôme sont désignés comme "architectes du patrimoine" dont certains deviennent architectes en chef des monuments historiques.

Le DSA de l'École de Chaillot trouve son origine dans le cours constitué par Anatole de Baudot à la fin du XIX^e siècle, pour former les architectes appelés à intervenir, sur concours, sur les

monuments historiques. Avec le projet d'établir une année complémentaire de formation devant conduire à un diplôme portant habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques n'appartenant pas à l'État, l'École de Chaillot veut délivrer son DSA à des architectes pourvus d'un socle minimal de compétences pour pouvoir assurer des études et des missions de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine bâti.

Ce socle est particulièrement exigeant, tant en histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent, qu'en la connaissance de nombreuses techniques constructives anciennes, ou traditionnelles, et l'appréhension des modalités de traitement des pathologies qui les affectent. Ce socle serait incomplet s'il n'intégrait une approche extrêmement poussée de la compréhension des ouvrages anciens et de leur comportement structurel, de manière à pouvoir concevoir les interventions provisoires de stabilisation et les travaux durables destinés à conserver, restaurer et mettre en valeur ces ouvrages, tout en les adaptant aux normes et aux usages actuels.

Le DSA comprend également l'acquisition d'outils et de méthodes de documentation, d'appréhension, de diagnostic, d'évaluation et de conception, portant sur le projet de réutilisation et sur les interventions de restauration ou de conservation, stimulés notamment dans le cadre des Ateliers de Chaillot, lesquels abordent le nécessaire questionnement sur les différentes valeurs patrimoniales des ouvrages étudiés, pour que des projets de réutilisation puissent valablement être conçus. Le passage du diagnostic au projet est donc essentiel, guidé par les théories et doctrines en vigueur.

Ainsi, l'objectif de l'École de Chaillot, au regard des missions de service public qui lui sont confiées par le ministère de la Culture, consiste à former des architectes capables ou susceptibles de pouvoir traiter des édifices architecturaux et monumentaux les plus sophistiqués.

1.3 Objet de l'accord-cadre et modalités d'exercice des missions

Le présent accord-cadre porte sur la désignation d'un responsable, pour le champ disciplinaire n°2 "Ensembles urbains et sites patrimoniaux" qui fait partie des 5 champs disciplinaires, arrêtés par le comité ministériel de pilotage de la formation en mai 2021, qui composent le cursus :

- **champ 1 : Sciences de la conservation / restauration,**
- **champ 2 : Ensembles urbains et sites patrimoniaux,**
- **champ 3 : Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent,**
- **champ 4 : Théories et doctrines – Atelier de projet,**
- **champ 5 : Économie et gestion de projet.**

Chaque champ disciplinaire comprend, outre les interventions pédagogiques confiées au responsable du champ, d'autres enseignements assurés par des professionnels qui interviennent soit sous contrat à durée déterminée, soit sous contrat ou marché de prestations intellectuelles.

Une précédente consultation à l'automne 2024, portant sur un accord-cadre pluriannuel, a permis d'attribuer des marchés pour les champs 1, 3, 4 et 5.

Lieux d'enseignement. Les enseignements ont lieu principalement à la Cité de l'architecture et du patrimoine, 1 place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 PARIS. Il est également fait recours à la visio-conférence par l'intermédiaire de l'application Teams (de la suite Microsoft Office ou application équivalente), application de communication collaborative permettant la visioconférence, le stockage de fichiers, le partage de fichiers lors de réunion, et la messagerie instantanée. Les sessions en « distanciel » sont identifiées dans le calendrier de cours fourni par l'école. En moyenne, 10 sessions sur les 42 sessions du cursus en deux ans sont organisées en tout distanciel. Une fois par semestre, les ateliers de Chaillot se tiennent sur les sites étudiés de la ville-hôte, laquelle change pour chaque promotion et s'inscrit dans les deux années du cursus.

Des visites de sites ou de chantiers peuvent également être organisés à l'initiative du responsable de champ ou des enseignants (principalement les mercredis).

Transports et frais de mission. La Cité prend à sa charge les frais de transport entre la résidence de l'enseignant et le lieu de l'enseignement (Palais de Chaillot ou ville-hôte des Ateliers de Chaillot) ainsi que, le cas échéant, les frais de mission afférents (hébergement en nuit d'hôtel et restauration), selon les tarifs en vigueur dans la fonction publique.

Calendrier des enseignements. L'École de Chaillot organise le calendrier des enseignements et en informe les différents professionnels et enseignants appelés à intervenir, y compris les responsables de champ. Cette information est assurée deux mois à l'avance, le plus souvent trois à quatre mois avant, pour permettre aux intervenants de prendre leurs dispositions.

A la réception des plannings semestre par semestre, il est demandé à l'ensemble des enseignants de prévenir l'école immédiatement, si une date n'est pas envisageable afin d'apporter les modifications nécessaires avant la diffusion aux étudiants.

Pour les changements demandés tardivement par l'enseignant, moins d'un mois avant le cours, l'enseignement de substitution sera assuré par vidéo-conférence diffusée en direct aux étudiants (avec interaction possible) ou par enregistrement et diffusion différée.

Afin de ne pas perturber cette organisation, des réaménagements sont mis en œuvre en cas de congés maladie, de décès d'un membre de la famille, ou en cas de force majeure.

Captation des enseignements et droit à l'image. Les enseignements font l'objet d'une captation vidéographique permettant aux éventuels étudiants empêchés de suivre à distance ; aux étudiants de plein droit et aux auditeurs-libres de visionner à nouveau l'enseignement ; aux auditeurs-numériques de suivre en direct ou de visionner l'enseignement sur le site internet de la Cité. Les captations sont téléchargeables par les seuls étudiants et les auditeurs-libres régulièrement inscrits. Les captations ne sont pas accessibles ni

téléchargeables par d'autres publics, y compris les étudiants des promotions précédentes ou suivantes.

Ces captations sont archivées sur un serveur par la Cité.

La Cité se réserve la possibilité de négocier avec l'enseignant l'intégration de toute captation dans tout autre de ses projets : constitution d'un répertoire de cours de référence ouvert à un large public, diffusion totale ou partielle dans une exposition, etc.

Ouverture de certains enseignements en formation professionnelle continue. Pour répondre aux demandes des associations d'architectes comme à l'objectif de formation plus large énoncé par le ministère de la Culture concernant les interventions sur le patrimoine bâti, certains enseignements, rassemblés par modules thématiques, peuvent être proposés à un public de professionnels : architectes, architectes du patrimoine, architectes en chef des monuments historiques et, le cas échéant, à des ingénieurs, à des responsables ou chefs de projet de la maîtrise d'ouvrage ou des collectivités territoriales...

Pour ce faire, l'enseignement peut se tenir dans un autre local de la Cité, notamment dans l'Auditorium ou la Plateforme About.

Les enseignants, y compris les responsables de champ concernés, seront préalablement informés de ces organisations notamment au sein du Conseil pédagogique. Les modalités de production de l'enseignement, découlant des dispositions du présent marché, restent inchangées.

Remise des supports de cours / photocopiés / bibliographie. L'enseignant a pour responsabilité de préparer les supports d'enseignements & documentations en vue d'assurer l'enseignement pour lequel il a été retenu, et d'assurer la préparation et la correction des copies (quand l'enseignement est sanctionné par un examen). Le formateur occasionnel est titulaire de l'ensemble des droits patrimoniaux relatifs aux supports pédagogiques créés pour exercer ses fonctions. Par ce contrat, l'autorisation de reproduire et d'exploiter les dits documents, à titre gratuit, au seul bénéfice de la Cité pour les élèves inscrits aux enseignements objet de ce présent contrat, est donné à l'école de Chaillot/ Cité de l'Architecture et du Patrimoine.

A ce titre, l'enseignant (formateur occasionnel, responsable de champ, intervenant...) s'engage :

- à utiliser l'environnement numérique de travail et de formation mis à disposition ;
- à remettre à la direction des études le support de cours, photocopiés et bibliographie dans le respect de la charte graphique en vigueur à l'école de Chaillot/Cité de l'architecture et du patrimoine fourni en début d'année universitaire, et cela au maximum 15 jours après le cours.

Respect du référentiel Qualiopi. En sa qualité d'organisme de formation, l'École de Chaillot est tenu de respecter le référentiel Qualiopi émis par le Ministère du Travail, du Plein Emploi

et de l'Insertion et mentionné à l'article L. 6316-3 du Code du travail, dans son intégralité lors de la mise en œuvre de ses formations.

<https://travail-emploi.gouv.fr/referentiel-national-qualite-guide-de-lecture-qualiopi>

Les personnes engagées par l'École, en particulier les enseignants et responsables de champ, doivent contribuer à suivre les principes de ce référentiel dont le sommaire est annexé au présent CCTP. Lors de la signature du contrat ou du marché de prestations intellectuelles, l'enseignant est réputé avoir pris connaissance du référentiel (Annexe 2) et à les respecter dans leur intégralité lors de l'exécution de ses missions.

Propriété intellectuelle. La Cité de l'architecture et du patrimoine est seule propriétaire du résultat des prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre. Il est entendu que les titulaires cèdent gracieusement au pouvoir adjudicateur les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux prestations réalisées au fur et à mesure de leur élaboration, pour la durée légale de protection de la propriété intellectuelle et pour le monde entier. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation.

Ressources pédagogiques et Moocs. Pour compléter ses enseignements, chaque enseignant a la possibilité de prendre appui et d'utiliser les ressources pédagogiques mises à disposition par la Cité de l'architecture et du patrimoine. En effet, « RESSOURCES » est un corpus d'enseignements numériques et collaboratifs sur le thème de la réhabilitation et de la construction bio-géo-sourcée, créé en partenariat avec un consortium d'écoles d'architecture et d'ingénieurs. Les cours sont organisés en quatre grands modules : **arpenter / conserver / intervenir / comprendre**. Cinq grands objectifs motivent cette production :

- former des professionnels du bâtiment à la conservation du bâti ancien,
- sensibiliser aux vertus des matières naturelles locales,
- s'adapter aux nouveaux modes de transmissions des savoirs,
- participer à la transition numérique de l'enseignement supérieur,
- initier un juste équilibre présentiel-distanciel grâce à un format collaboratif.

Les enseignements sont assurés par des professionnels très divers, experts de l'architecture et du patrimoine. Chaque cours a été pensé en interactivité avec une vidéo d'introduction de l'intervenant, le cours commenté, une vidéo de conclusion, et un quizz d'autoévaluation. Chaque cours représente environ 45 mn de ressources. Pour la partie **conserver**, l'École de Chaillot a produit 22 cours en trois séquences, qui seront mis à disposition en *open-source* sur le site de la Cité d'ici fin 2024.

Séquence 1 : conserver l'architecture comme écosystème constructif

Les techniques de réhabilitation du bâti ancien.

- **Les étalements** – Stéphane Berhault, AP
- **La charpente** – Pierre Bortolussi, ACMH
- **La couverture** – Maël de Quelen, ACMH

- **La maçonnerie** – Riccardo Giordano, ACMH
- **Les menuiseries (baies)** – France Poulain & Arnaud Tiercelin, ABF
- **Les sols et fondations** – Florent Richard, AP
- **La réhabilitation énergétique** – Elodie Héberlé, Cerema, ingénieure thermicienne
- **Les fissures** – Stéphane Berhault, AP

Séquence 2 : conserver l'architecture comme matériaux assemblés

Les matériaux nécessaires à la réhabilitation du bâti ancien.

- **La pierre (1/2)** – Philippe Griot, tailleur de pierre
- **La pierre 2/2)** – Véronique Vergès-Belmin, LRMH
- **Le bois** – Emmanuel Maurin, LRMH
- **La terre crue** – Anne Lemoine, directrice de travaux
- **La brique** – Bernard Voinchet, ACMH
- **Le béton** – Pierre-Antoine Gatier, ACMH
- **Le plâtre** – Tiffanie le Dantec, AP, docteure en matériaux
- **Le verre** – Christian François, architecte
- **Les fibres** – Laurent Arnaud, Cerema

Séquence 3 : conserver l'architecture comme réseau d'acteurs

Les différents acteurs de l'écosystème patrimonial.

- **Les usagers** – Alain Marinos, inspecteur général MC
- **Les architectes** – Lorenzo Diez, AP et conseiller DRAC
- **Les entreprises du bâtiment** – Marion Rogar, directrice du GMH
- **Le LRMH** – Aline Magnien, directrice LRMH
- **La maîtrise d'ouvrage en monuments historiques** – Emmanuel Etienne, chef du service du patrimoine, adjoint au DGPA & Clarisse Mazoyer, présidente de l'OPPIC.

L'École peut transmettre des informations plus détaillées sur demande, au cours de la consultation.

2. Nature des prestations

Le titulaire est appelé à participer au pilotage comme au suivi pédagogique et scientifique de la formation du DSA, en participant notamment aux séances du Conseil pédagogique de la Cité et en coordonnant les enseignements faisant partie du champ disciplinaire considéré ; à contribuer à la définition pédagogique et scientifique des autres formations et des projets mis en œuvre par l'École de Chaillot ; à assurer une partie des enseignements faisant partie du cursus du DSA.

Le titulaire du marché est réputé, au moment de la remise de son offre, avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions techniques du présent CCTP, y compris celles qui concernent les autres champs, compte tenu des interférences et des complémentarités établies entre eux.

Si le besoin figure au bordereau des prix unitaires (BPU), des bons de commandes seront émis selon le référentiel prix. Ces bons de commande sont principalement émis pour chaque semestre à venir.

Dans les deux cas, les besoins exacts et modalités de réponse aux besoins seront précisés à chacune des demandes.

2.1 Description des prestations

Au titre de la coordination et du suivi pédagogique du champ

a- Réunions générales. Il est attendu des responsables de champ qu'ils participent à des réunions à caractère administratif et pédagogique au niveau du DSA ou à celui du Conseil pédagogique de la Cité. Sur ce dernier point, l'arrêté définissant la composition du conseil indique que sept professionnels sont nommés par le président de la Cité et les responsables de champ ont vocation à faire partie des membres appelés à se prononcer pour préparer les décisions du Conseil d'administration en matière, notamment, de conditions d'admission des élèves, de programme, de règlement des études et d'examen, et d'attribution des diplômes.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'ils participent activement aux réunions du Conseil à l'initiative du président de la Cité, en présence ou à distance, ainsi qu'à l'élaboration des propositions d'amélioration du DSA et aux débats sur celles-ci lors des réunions.

b- Réunions internes au champ. Il est attendu de chaque responsable de champ qu'il participe à des réunions à caractère pédagogique avec les enseignants de son ressort, afin de coordonner leurs interventions, de s'assurer de l'absence de redites, d'assurer les éventuels recadrages méthodologiques ou recalages de contenu.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable qu'il participe aux réunions des intervenants du champ, à son initiative du responsable de champ ou à celle de l'École, en présence ou à distance ; qu'il formalise une synthèse écrite détaillée des points d'amélioration pédagogique à appliquer à son champ, puis qu'il le communique dans les trois semaines à la direction des études pour diffusion aux intéressés.

c- Réunions avec contribution à l'évolution du programme du DSA. En fonction de l'évolution de la demande, le programme du DSA peut être appelé à évoluer sans qu'il soit porté atteinte à son économie générale. Cette demande peut découler de l'évaluation des enseignements par les étudiants ou être exprimée par le ministère de tutelle.

IMPORTANT : pour ce qui concerne spécifiquement le **champ n°2, il est demandé au candidat de proposer des adaptations et évolutions du programme** dans le mémoire technique à caractère scientifique et pédagogique. Il est ainsi invité à préciser dans son mémoire ce qu'il propose pour optimiser le temps d'enseignement mis à disposition du champ 2, d'une part, et le travail personnel assuré à titre individuel ou collectif par les architectes-étudiants d'autre part.

Il est ainsi attendu que le responsable de champ participe à la formalisation du contenu pédagogique et scientifique, au travers de la rédaction d'une fiche d'enseignement en relation avec l'équipe administrative de l'École, préalablement au recrutement des intervenants.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'il participe à des réunions d'échange avec l'École de Chaillot pour préciser les objectifs formatifs ; qu'il formalise une synthèse écrite générale des points d'amélioration à caractère administratif, pédagogique et logistique à appliquer au DSA (par exemple contribution à la rédaction de fiches d'enseignement), puis qu'il la communique dans le mois à la direction des études pour diffusion aux intéressés et pour mise en œuvre, ou suites à donner.

d- Réunions avec contribution sur les projets et les autres formations de l'École. L'École de Chaillot met en œuvre d'autres formations actives – formation post-recrutement des architectes et urbanistes de l'État, modules de formation professionnelle continue des architectes ou de responsables des collectivités territoriales, programmes pédagogiques de coopération internationale... – et d'autres projets de formation sont susceptibles d'être créés : formation concernant les projets de transition écologique et de transformation d'édifices du XX^e siècle, cursus d'accès au diplôme d'État des architectes des monuments historiques...

D'autres projets concernent également l'institution : création de MOOC, édition d'un guide de création de tiers-lieux dans les monuments historiques, etc.

L'École se donne la possibilité de mobiliser les responsables de champ pour définir ou contribuer à la définition de ces formations et projets.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'il participe à des réunions d'échange avec l'École de Chaillot sur tel ou tel projet ; qu'il formalise une synthèse écrite générale des points d'amélioration ou des propositions pour la mise en œuvre des autres formations de l'école (formation continue, coopération Internationale, projets de formation...) et qu'il la transmette dans le mois.

e- Participation au choix des nouveaux enseignants du champ. Lors du recrutement des enseignants, sur des modalités libres pour les intervenants en CDD ou sur des procédures plus formalisées pour ceux dont les prestations sont calées sur des marchés publics ou des contrats de prestations intellectuelles, le choix des intervenants ou des enseignants s'opère en relation avec le responsable du champ considéré.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'il participe à l'analyse des candidatures reçues dans le cadre de la procédure de recrutement et qu'il formalise un tableau argumenté des candidatures des enseignants selon une grille de critères définis par l'école, qu'il propose une liste des personnes à retenir à partir des critères de recrutement puis qu'il la communique à l'École sous quinzaine.

f- Contribution au choix des sites dans la ville-hôte des ateliers. Les responsables de champs peuvent être appelés à participer aux visites préalables au choix des sites d'études dans la ville-hôte des ateliers. Ces visites s'organisent en général sur une journée dans l'année, sur la base d'une sélection de la ville assurée préalablement par la Cité en relation avec les responsables de champ et les enseignants du DSA.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'il participe à une journée complète dans la ville-hôte choisie par l'École, en relation avec les autres

responsables de champ et les enseignants, qu'il visite des sites d'études proposés par la collectivité territoriale et qu'il transmette sous quinzaine un argumentaire sur les différents sites pouvant être diffusé aux autres membres de l'équipe pédagogique.

g- Définition de modules complémentaires de formation professionnelle continue. Le responsable du champ n°2 peut être appelé à définir, en qualité de responsable pédagogique et scientifique, le contenu de modules de formation professionnelle, produits par l'École en dehors du cursus du DSA, en fonction des moyens disponibles et de la demande extérieure.

Ces modules ont vocation à compléter les enseignements du DSA de manière à conforter et à enrichir les compétences de professionnels sur l'échelle des villes et des territoires : modules pour des chargés d'études urbaines (SPR, PDA, PVAP, PSMV...) ; pour les médiateurs et animateurs de l'architecture et du patrimoine ; pour les responsables des collectivités territoriales...

Le candidat au présent marché doit préciser, dans son mémoire technique à caractère scientifique et pédagogique, comment il appréhende ces modules de formation continue en termes d'opportunité et de contenu.

Prestations requises : Le prix forfaitaire proposé au BPU correspond, en liaison avec l'équipe de l'École de Chaillot, à la définition d'un module de formation de deux à trois jours (soit 15 à 20 h d'enseignement chacun), à la recherche d'intervenants, à la rédaction de textes de présentation et à la production valant cahier des charges pour des prestations par d'autres intervenants.

La participation à des réunions de définition avec l'administration, des institutions et tierces personnes est comptabilisé en plus de ce prix forfaitaire.

h- Suivi de modules complémentaires de formation professionnelle continue. En complément de la définition d'un module de formation professionnelle continue (voir point précédent), il est nécessaire de pouvoir assurer un suivi du module en vue de son amélioration et, le cas échéant, de son animation.

Prestations requises : Le prix forfaitaire proposé au BPU correspond au suivi du module, en qualité d'auditeur avec possibilité d'intervention comme médiateur, de manière à superviser l'ensemble de la prestation.

Au titre des enseignements en propre au champ n°2

i- Présentation du champ. En début d'année à l'accueil de chaque nouvelle promotion d'étudiants, chaque responsable de champ est appelé à faire la présentation de son champ, des enseignants et enseignements qui le composent, des modalités éventuelles d'évaluation des travaux et études des architectes apprenants...

Prestations requises : Il est attendu du responsable de champ qu'il procède à la présentation du champ en présence lors de la première session de rentrée (début septembre), devant les architectes apprenants, lors d'une séance de 2 h.

j- Cours magistraux. Les cours magistraux constituent un enseignement de référence, avec un apport scientifique important, renouvelé par une investigation personnelle de l'enseignant.

Les cours magistraux donnent lieu à la production, par l'enseignant, d'un support de cours et d'un polycopié, transmis aux étudiants inscrits à la formation.

Les cours sont assurés lors de sessions de 2 heures (cours et questions comprises).

Comme pour l'enseignement supérieur à l'université ou dans une grande école, le coût horaire comprend la préparation du cours. En revanche, il ne comprend pas la correction éventuelle des épreuves sur table, pris en considération par ailleurs.

Prestations requises : selon le programme détaillé plus après dans ce document, il est attendu du responsable de champ dans sa charge d'enseignement de produire un cours par modules de 2 h donnés dans les locaux de l'École, ou parfois en distanciel, avec transmission d'un support de cours et d'un "polycopié" (texte, illustrations, étude de cas, bibliographie...) mis à disposition des étudiants du cours sur la plateforme. Ces documents sont accessibles et téléchargeables par les étudiants régulièrement inscrits ainsi qu'aux auditeurs libres ; ils ne sont pas téléchargeables par les auditeurs numériques.

Les documents sont transmis à l'École à l'issue de la séance de cours afin de transmettre directement aux étudiants.

k- Travaux dirigés. Ils constituent soit un enseignement complémentaire à un cours, soit un enseignement autonome requérant la participation active des architectes apprenant.

Les travaux pratiques constituent l'une des modalités des travaux dirigés, en général très étroitement liés à un cours et donnent lieu à des séances d'exercices d'application. Ils se déroulent souvent en petits groupes, les étudiants travaillant seuls ou en équipe, notamment lors des séances organisées sur les sites d'études pour appréhender les ouvrages bâtis ou les ensembles urbains, réaliser les relevés à vue, analyser les déformations et les pathologies, etc.

Prestations requises : selon le programme détaillé plus après dans ce document, séances de travaux dirigés de 2 h pilotées, dirigées et animées par l'intervenant. Élaboration préalable et transmission aux étudiants, via l'École, des supports de travaux dirigés, mis à disposition des étudiants du cours sur la plateforme. Ces documents sont accessibles et téléchargeables par les étudiants régulièrement inscrits ainsi qu'aux auditeurs libres ; ils ne sont pas téléchargeables par les auditeurs numériques.

Les documents sont transmis à l'École à l'issue de la séance de cours afin de transmettre directement aux étudiants.

l- Demi-journées pédagogiques. Les responsables de champ peuvent être amenés à intervenir dans le programme pédagogique (soit environ 4 h d'affilée, ou 8 h de suite dans le cas de deux demi-journées enchaînées) pour assurer des visites commentées de sites, des visites de chantier, des participations à l'évaluation des projets dans le cadre des Ateliers (voir ci-dessous)

Prestations requises : selon le programme détaillé plus après dans ce document, il est attendu l'organisation en lien avec l'École et les partenaires éventuels ; la conduite, le pilotage, la direction et l'animation de la séance.

m- Évaluation en Atelier. L'une des modalités d'intervention par demi-journées ou par journée pédagogique concerne les **Ateliers de projet**. Ceux-ci sont structurés autour d'une problématique architecturale qui vise à une production de travaux individuels ou en groupe, analysée et critiquée dans le cadre d'un travail collectif d'approfondissement ou de restitution orale.

L'enseignement du projet d'atelier est généralement assuré dans les locaux de l'École ainsi que dans les locaux mis à disposition par la ville-hôte qui accueille les Ateliers tout au long des deux années du cursus.

La cinquantaine d'étudiants par promotion sont répartis en petits groupes (environ 8 groupes de 6 à 7), à raison d'un par site d'étude, encadrés par un enseignant. Les enseignants encadrant le projet prennent en charge deux groupes. Un autre enseignant est missionné pour assurer la coordination des enseignants appelés à intervenir dans les ateliers, soit en qualité d'encadrant de groupe soit en qualité d'enseignant de référence.

Nécessité de corriger les travaux en Atelier, menés individuellement ou en groupe, au regard des attendus de cet enseignement phase par phase. Lorsque cela est nécessaire, certains enseignants de référence ressortissant d'un autre champ sont conviés à accompagner les étudiants sur leur site d'étude, pour des séances de travaux dirigés ou de travaux pratiques.

Prestations requises : selon le programme détaillé plus après dans ce document, la prestation consiste soit en l'organisation de la séance en lien avec l'École et les partenaires éventuel, y compris conduite, pilotage, direction et animation de la séance (champ 4) ; soit en la participation simple à la séance dont la conduite est assurée par un autre intervenant (les autres champs). La présence est requise sur la séance complète.

n. Jury de fin d'année. Les responsables de champ assistent obligatoirement aux deux séances du jury de fin d'année, l'une au mois de juillet (NB : cette réunion avant rattrapage est susceptible d'être supprimée), l'autre fin août. Chacune de ces deux demi-journées permet de regarder les résultats des architectes des deux promotions en cours. Il s'agit de déterminer, par-delà l'arithmétique et par décision de jury au vu de l'ensemble des résultats, les étudiants pouvant passer en année supérieure ou ayant validé leur formation, et ceux qui doivent passer les épreuves de rattrapage dont les résultats seront appréciés fin août,

Prestations requises : il est attendu la participation, en présence ou à distance, aux séances des jurys de fin d'année, avec présence obligatoire des responsables de champ et des enseignants notateurs des examens.

o. Participation aux épreuves de sélection des architectes étudiants. Au cours du printemps, l'École de Chaillot procède à la sélection des architectes de la promotion suivante, avec analyse et présélection sur dossier des candidats invités à se présenter aux épreuves de sélection. Actuellement, les épreuves comprennent une épreuve graphique à effectuer dans

la Galerie des moulages ou dans la Galerie moderne et contemporaine de la Cité, une épreuve sur table (QCM et courte composition sur un sujet) et un entretien oral avec des examinateurs.

Prestations requises : Il est attendu de chaque responsable de champ qu'ils participent à l'élaboration des épreuves (QCM et questions à traiter en composition), puis qu'ils participent à une journée d'entretien avec les candidats.

2.2 Présentation des champs et de leurs enseignements propres

Cette présentation panoptique des cinq champs permet de comprendre l'organisation générale du cursus conduisant au DSA. La partie consacrée au champ disciplinaire 2 présente l'ensemble des enseignements qui le composent, en particulier celui intégré au présent marché (Analyse des tissus bâtis et du paysage) ; cette partie est- constitutive du présent marché.

2.2.1 Champ disciplinaire n°1 : Sciences de la conservation / restauration

Le champ 1 comprend deux grandes parties dont un ensemble de cours, de travaux dirigés et d'examens sur l'appréhension des structures anciennes. Il comporte des enseignements sur les outils et méthodes d'enseignement des techniques de diagnostic, de détermination des facteurs de dégradations et pathologies du bâtiment, d'analyses et d'intervention. Les techniques d'interventions pratiques d'urgence et de long terme sur les structures ainsi que leur consolidation.

L'autre grande partie de ce champ porte sur la connaissance des techniques constructives anciennes ou traditionnelles, de l'art de bâtir, des procédés artisanaux et industriels. Sont abordés la pierre et la stéréotomie, le métal (fer, fonte et acier), les ouvrages en bois (systèmes porteurs intérieurs, charpentes...), les menuiseries et ferronneries, les couvertures, les mortiers et enduits, les bétons, etc. Pour chaque type d'ouvrage, les enseignements portent sur l'histoire des techniques et des mises en œuvre, sur le vocabulaire approprié, puis sur les pathologies et leurs traitements.

En l'état actuel de la mise en œuvre du programme, les enseignements de la première partie sur les structures représentent 130 h ainsi réparties :

statique graphique : rudiments	8 h cm
statique graphique : rudiments	8 h td
structures anciennes : session 1 stabilité	8 h cm
structures anciennes : session 1 stabilité	8 h td
structures anciennes : session 2 étaielements	4 h cm
structures anciennes : session 2 étaielements	4 h td
structures anciennes : session 3 structures complexes	8 h cm
structures anciennes : session 3 structures complexes	8 h td
les déformations	2 h cm
les fissures	4 h cm

consolidations structurelles : techniques et procédés	8 h cm
loge structure 1 / statique graphique : rudiments	4 h épreuve
loge structure 1 / statique graphique : rudiments / restitution	2 h td
loge structure 2 / statique graphique 2	4 h épreuve
loge structure 2 / statique graphique 2 restitution	2 h td
loge structure 3 / statique graphique 3	4 h épreuve
loge structure 3 / statique graphique 3 restitution	2 h td
loge structure 4 / stabilité et étaieement	4 h épreuve
loge structure 4 / stabilité et étaieement restitution	2 h td
loge structure 5 / la synthèse	8 h épreuve
loge structure 5 / la synthèse restitution	4 h td
relevé architectural : notions et méthodes	2 h cm
relevé architectural : notions et méthodes	2 h td
stéréotomie / géométrie descriptive appliquée.	2 h cm
stéréotomie / géométrie descriptive appliquée.	2 h td
relevé des déformations	2 h cm
relevé des pathologies sanitaires	2 h cm
structures : surveillance et instrumentation	2 h cm
problématiques géotechniques et monuments anciens	4 h cm
problématiques sismiques et monuments anciens	2 h cm
diagnostic sanitaire : élaboration et rédaction	2 h cm
fiche de synthèse : élaboration et rédaction	2 h cm

Les enseignements figurant en gras sont actuellement assurés par le responsable du champ 1 **mais cette situation doit évoluer pour répartir la responsabilité de ces enseignements entre différentes personnes, aux approches complémentaires.** Les autres enseignements sont assurés par six autres intervenants.

Les enseignements de la seconde partie représentent 90 h et sont répartis entre 12 professionnels :

béton, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
béton, pathologie et traitement	2 h cm
construction traditionnelle et ancienne	8 h cm
maçonnerie constructive, vocabulaire, types, techniques	6 h cm
maçonnerie finition, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
maçonneries constructives : pathologie et traitement	4 h cm
maçonneries de finitions : pathologie et traitement	2 h cm
peintures et badigeons / surfaces architecturales	2 h cm
pierre de taille, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
pierre de taille : pathologies, traitements	4 h cm
sols et dallages, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
sols et dallages : pathologies, traitements	2 h cm
charpente bois plancher, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
charpente bois plancher: pathologies, traitements	4 h cm
charpente bois toiture, vocabulaire, types, techniques	4 h cm

charpente bois toiture : pathologies, traitements	2 h cm
charpente métallique, vocabulaire, types, techniques	4 h cm
charpente métalliques : pathologies, traitements	4 h cm
couverture courante, vocabulaire, types, techniques	4 h cm
couverture courante : pathologies, traitements	6 h cm
ferronnerie serrurerie, vocabulaire, types, techniques	4 h cm
ferronneries et serrureries : pathologies, traitements	4 h cm
menuiseries extérieures, vocabulaire, types, techniques	4 h cm
menuiseries extérieures : pathologies, traitements	2 h cm
menuiseries intérieures, vocabulaire, types, techniques	2 h cm
menuiseries intérieures : pathologies, traitements	2 h cm
verre et vitrail, vocabulaire, types, techniques	4 h cm

Précision sur les enseignements propres du responsable de champ

➔ Rudiments : la statique graphique

Cet enseignement a pour objectif de donner un cours spécifique sur la statique graphique, méthode développée au XIX^e siècle par les ingénieurs, désirant concevoir sans avoir recourt à des moyens d'analyses algébriques, longs, fastidieux, et de faits générateurs d'erreur.

Contenu : Il s'agit d'exposer, dans ce cours appelé « Rudiments », un enseignement des plus élémentaires aux plus sophistiquée de la statique graphique.

Le cours abordera ainsi progressivement :

- l'équilibre d'une pile seule,
- l'apprentissage de l'usage des arcs,
- l'apprentissage de l'usage des voûtes,
- l'apprentissage de l'usage des ouvrages complexes, y compris les charpentes en bois à assemblages traditionnels.

➔ Analyse des structures anciennes (sessions 1 à 3)

Cet enseignement a pour objectif de donner un cours spécifique essentiellement tourné vers l'analyse du comportement structurel et sur le diagnostic structurel des édifices anciens, mais aussi dans le cadre de la stratégie de conservation préventive et curative adapté aux immeubles (normes AFNOR).

Contenu : il s'agit d'exposer, un enseignement héritier de la tradition et averti en termes de procédés et de moyens d'analyse actuels en ce domaine.

Le cours abordera ainsi en trois sessions de cours :

- Session 1 : l'analyse de stabilité par les méthodes graphiques, ouvrages voûtés ;
- Session 2 : les confortations provisoires, les étalements, les mesures d'urgence ;
- Session 3 : l'analyse de stabilité des cas complexes et des interactions (sol-structure, charpente-voûte, ...).

➔ Techniques et procédés de consolidation dans les monuments historiques

Cet enseignement a pour objectif de donner un cours spécifique sur 200 ans de techniques et de procédés de consolidations utilisés dans les monuments historiques.

Contenu : Il s'agit d'exposer, dans ce cours, un « bilan critique » permettant de comprendre les raisonnements passés, savoir les juger et les critiquer, et au final appliquer aujourd'hui la prudence nécessaire à l'intervention structurelle sur un monument.

Le cours abordera ainsi :

- la présentation des grandes familles de renforcements, en fonction des édifices et des dommages,
- la démonstration de l'intelligence et de l'ingéniosité des procédés de consolidation,
- à l'inverse de l'absence de prudence ou les difficultés de réversibilité ou de réintervention,
- la présentation des confortements anciens (médiévaux voire antiques) pour progressivement exploser les sujets et procédés les plus récents.

2.2.2 Champ disciplinaire n°2 : Ensembles urbains et sites patrimoniaux

Ce chapitre concerne spécifiquement le présent marché et présente l'ensemble des activités pédagogiques à coordonner, ensemble dans lequel prend part l'enseignement en propre rattaché au marché : "Analyse des tissus bâtis et du paysage".

Le champ 2 s'attache à définir la part de connaissance de la ville ancienne dans l'apprentissage de l'architecte du patrimoine. Il s'agit tout d'abord de donner une méthode d'approche et d'appréhension des territoires, de manière à engager des études sur le patrimoine architectural, urbain et paysager. Il doit également permettre de contextualiser les enjeux patrimoniaux par rapport aux autres politiques publiques, de comprendre le rôle des différents acteurs institutionnels, au regard de leurs responsabilités respectives, et de rappeler quelques fondements législatifs et juridiques. On y aborde également les méthodes de recherche et d'analyse des ressources archivistiques, iconographiques et documentaires des différents services publics ou privés pour ce qui concerne l'étude du patrimoine archéologique, architectural, urbain, paysager.

Aux fins de conférer des compétences essentielles sur les études de sites patrimoniaux, ce champ apporte des méthodes et outils de connaissance, d'analyse et de synthèse sur l'évolution historique d'un ensemble bâti et paysager, à caractère rural ou urbain, et des notions fondamentales permettant d'en décrire et d'en caractériser la morphologie. Il a également pour objectif d'apporter des connaissances en matière d'outils réglementaires de protection, de sauvegarde et de mise en valeur des centres urbains et des sites patrimoniaux.

Dans l'appréhension des centres historiques anciens en mode projet, ce champ permet de comprendre la complémentarité entre les outils de protection et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager, avec les outils opérationnels d'intervention sur les centres anciens.

Certains intervenants de ce champ accompagnent les architectes-étudiants dans les Ateliers, pour la mise en application des différentes approches et analyses : appréhension géographique du territoire, projets des collectivités, protection du patrimoine, etc. Cet

accompagnement comprend aussi des études détaillées sur les abords immédiats de chacun des sites étudiés dans la ville hôte de l'Atelier.

En l'état actuel de la mise en œuvre du programme, le titulaire du présent marché assure en propre le cours surligné en gras. En plus du responsable de champ, une dizaine de professionnels interviennent.

Approche liminaire du territoire	2 h	cm	
Analyse des tissus bâtis et du paysage	4 h	cm	
Recherche documentaire sur les territoires	2 h	cm	2 h td
Outils réglementaires des espaces patrimoniaux	4 h	cm	2 h td
Interventions en centres anciens	4 h	cm	2 h td
Accompagnement pédagogique en Ateliers			100 h td
Droit des espaces patrimoniaux	4 h	cm	
Parcs et jardins	2 h	cm	

Précision sur les enseignements propres du responsable de champ

➔ Analyse des tissus bâtis et du paysage

Cet enseignement a pour objectif de donner, aux futurs architectes du patrimoine, les méthodes et outils de connaissance, d'analyse et de synthèse sur l'évolution historique d'un ensemble bâti et paysager, à caractère rural ou urbain, et des notions fondamentales permettant d'en décrire et d'en caractériser la morphologie.

Contenu : Il s'agit, durant cet enseignement basé à la fois sur des documents d'archive croisés avec des constats sur site, de présenter dans un premier temps les outils et les méthodes d'analyse de l'évolution historique d'un ensemble bâti ou paysager, à l'échelle rurale ou urbaine ; il doit conduire, dans un second temps, à identifier les parties et composantes des territoires étudiés, de les nommer et de les caractériser.

Le cours aborde ainsi :

- l'utilisation des documents d'archives et le croisement avec les analyses de terrain ;
- l'identification des phases de formation, d'évolution et de modes de croissance ;
- la permanence, l'évolution et l'imbrication des systèmes viaire, parcellaire et bâti, ainsi que le repérage des éléments ordonnateurs et/ou régulateur ;
- l'identification des composantes de la morphologie des territoires bâtis et paysagers, au travers du vocabulaire approprié pour les dénommer et pour les caractériser ;
- les modes de description littéraire et de restitution cartographique, de manière chronologique, raisonnée et hiérarchisée, de l'ensemble des données.

➔ Participation aux ateliers de projet

Participation aux évaluations des travaux dans le cadre de séance d'atelier, sur une demi-journée.

2.2.3 Champ disciplinaire n°3 : Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent

Le champ 3 porte sur des enseignements chronologiques centrés sur l'histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent : sculpture, peinture, fresque, mosaïque, etc.

Les enseignements couvrent toutes les périodes de l'Antiquité jusqu'à la période contemporaine. Il aborde l'histoire de l'architecture antique, l'architecture romane et gothique, la statuaire monumentale au Moyen-Âge, l'histoire des villes françaises des origines à nos jours, l'architecture civile au Moyen-Âge, l'époque moderne, l'histoire et l'historiographie de l'architecture aux XIX^e et XX^e siècle.

Un focus est effectué sur l'architecture militaire et monastique, l'histoire des jardins, l'histoire des infrastructures, réseaux et déplacements, du décor religieux et des aménagements liturgiques, des vitraux.

En l'état actuel de la mise en œuvre du programme, ce champ représente 145 h d'enseignement réparties entre 18 autres spécialistes en leurs domaines. Les enseignements assurés par le responsable actuel du champ sont surlignés en gras.

histoire de la construction	2 h cm
histoire architecture antique	10 h cm
examen maj. min. : antiquité / roman-gothique	3 h épreuve
histoire des vitraux	6 h cm
examen thématiques historiques	3 h épreuve
aménagements liturgiques	8 h cm
histoire des jardins	6 h cm
histoire de l'architecture militaire	8 h cm
histoire des villes des origines à nos jours	10 h cm
histoire de l'architecture : époque moderne	14 h cm
examen hist. maj. min. : archi moderne / contemporaine	3 h épreuve
les cloches	2 h cm
histoire architecture romane et gothique	12 h cm
histoire des architectures civiles	4 h cm
histoire de l'architecture religieuse	8 h cm
histoire de l'architecture / intervention en atelier	6 h td atelier
statuaire médiévale	4 h cm
statuaire médiévale	4 h visites
histoire de l'architecture : XIX et XXe siècles	14 h cm
histoire infrastructures, réseaux, déplacements	4 h cm
du patrimoine aux patrimoines : évolution, théories, doctrines...	4 h cm
histoire de l'architecture contemporaine 1945-2010	4 h cm
les orgues	2 h cm

Précision sur les enseignements propres du responsable de champ

→ Histoire de l'architecture religieuse

Cet enseignement aborde les connaissances nécessaires sur les spécificités des architectures des édifices de culte des trois grandes religions monothéistes. On accorde une importance particulière aux éléments permettant une compréhension des patrimoines que constituent les édifices religieux juifs, chrétiens et musulmans en France, tout en mettant en évidence les liens avec des aires culturelles plus larges.

Contenu : Il s'agit d'exposer, dans ce cours, une approche typologique des architectures par une démarche à la fois chronologique et thématique, afin de montrer les complémentarités entre les édifices sacrés des grands monothéismes et les spécificités de chacun et la façon dont la question de la fonction des architectures, marquer culturel, s'articule avec celle de leur style, qui est marqueur culturel.

Le cours comporte les éléments suivants :

- un exposé des spécificités de chacun des édifices culturels affectés à une des trois grandes religions monothéistes ;
- les caractéristiques du sacré en architecture, en lien avec les concepts opérations d'ouverture et de fermeture, de lumière et d'obscurité et en insistant sur les seuils, et l'articulation entre le plan et le volume des édifices ;
- la mise en lien de ces architectures avec l'histoire culturelle et l'évolution des pratiques religieuses ;
- les évolutions stylistiques depuis les exemples datant de l'antiquité tardive jusqu'à l'époque contemporaine ;
- les relations entre les édifices de culte, prenant en compte les influences croisées, les affectations à un nouveau culte, ou les sorties du champ du religieux ;
- la maîtrise du vocabulaire spécifique qui permet de comprendre et d'analyser les architectures religieuses.

➔ **Histoire de l'architecture / intervention en atelier.**

Le responsable de ce champ est appelé à intervenir auprès des architectes apprenants dans le cadre des Ateliers de Chaillot, aux côtés des encadrants pédagogiques de projet (cf. champ n°4 Théories et doctrines – ateliers), pour s'assurer d'une bonne intégration des connaissances et méthodes propres au champ "histoire" dans l'appréhension des sites et édifices étudiés.

Ces interventions en atelier comprennent une intervention lors d'une visite de la ville-hôte ainsi qu'une demi-journée en séance d'atelier au semestre 1.

2.2.4 Champ disciplinaire n°4 : Théories et doctrines, Atelier de projet

Ce champ comporte deux parties bien distinctes et complémentaires.

Partie A - L'enseignement des théories et doctrines

Après une série de cours concernant l'histoire des théories et des doctrines, l'étudiant est invité à s'approprier ces grands positionnements à partir de TD qui portent sur un monument mis en rapport avec le texte d'un grand auteur. Plusieurs séances sont également consacrées à l'analyse critique de la restauration d'édifices anciens et au regard que plusieurs cultures à travers le monde portent sur la conservation et la restauration des monuments historiques.

Trois examens en loge répartis sur les trois derniers semestres permettent de mettre l'étudiant en situation de maître d'œuvre, à la fois pour proposer un parti de conservation et de restauration du monument sujet d'étude, mais aussi pour composer un projet d'appropriation contemporaine du monument permettant sa réutilisation, si elle est possible. L'étudiant s'attache alors à décrire son parti graphiquement et par un bref texte d'accompagnement.

Un premier travail en groupe la veille de la mise en loge permet aux étudiants de s'approprier le site en pratiquant une analyse collective de celui-ci. Cette analyse donne lieu à un rendu de groupes. La "loge" s'effectue individuellement et elle donne lieu à un jury où le débat contradictoire peut se développer.

En l'état actuel de la mise en œuvre du programme, la partie A du champ 4 représente 42 h d'interventions sur les théories et doctrine, réparties entre 3 professionnels dont le responsable de champ (en gras), avec la participation de trois conférenciers.

Qu'est-ce-que le patrimoine ? Conférences	6 h cm
histoire théories et doctrines	4 h cm
histoire théories et doctrines restitution loges	12 h td
application des théories et doctrines	4 h cm
application des théories et doctrines - restitution	4 h td
Loge Théories & doctrines	4 h épreuve
Loge Théories & doctrines	8 h épreuve

Partie B – L'Atelier de projet.

L'Atelier est le lieu de mise en application et d'apprentissage des savoirs de l'architecte par excellence. Il s'articule autour de quatre grandes étapes, correspondant aux quatre semestres du cursus :

- La recherche documentaires, la prise de connaissance et la description graphique et écrite du monument, la recherche de définition de ses qualités patrimoniales ainsi que de son environnement direct et plus lointain ;
- Le diagnostic et l'analyse des dégradations et pathologies constatées, y compris dans le cadre de vie constaté aux abords de l'édifice ;
- l'analyse des diverses composantes du site en s'intéressant aux valeurs propres de chacune d'elle : intérêt historique, questionnement de l'authenticité, potentiel et problématiques fonctionnelles, etc.

- Le projet d'intervention et de réutilisation du site y compris, bien entendu, les consolidations et travaux de restauration nécessaires à la conservation du monument, permettant la mise en valeur de l'objet d'étude et de ses abords, tout en prenant en compte sa réutilisation.

Cette attitude permet d'inscrire les interventions dans une démarche d'étude préalable aux interventions, puis de décrire les interventions et les discussions qu'elles ont suscitées, avant de les consigner dans une description précise qui sera transmise aux générations futures. Cette démarche de passage de relai est essentielle dans l'apprentissage de l'étudiant du DSA.

En l'état actuel de la mise en œuvre du programme, la partie B du champ 4 représente 136 h au programme des architectes-étudiants, dans les ateliers organisés chaque semestre soit dans la ville-hôte, soit dans l'atelier de l'École de Chaillot. Ces interventions sont couvertes par quatre encadrants d'atelier coordonnés par un autre enseignant. Le responsable de champ (en gras) intervient une vingtaine d'heures pour une séance d'atelier de 4 h par semestre et pour la séance de restitution finale dans la ville-hôte.

atelier de projet semestre 1 sur site (3 jours) + Chaillot (11 séances de 4 h)	20 h atelier
atelier de projet semestre 2 sur site (3 jours) + Chaillot (11 séances de 4 h)	20 h atelier
atelier de projet semestre 3 sur site ou à Chaillot	40 h atelier
atelier de projet semestre 4 sur site ou à Chaillot	56 h atelier
dont interventions du responsable en Atelier de projet	20 h td

Précision sur les enseignements propres du responsable de champ

→ Qu'est-ce-que le patrimoine ?

Cet enseignement prend la forme de trois conférences introduites par le responsable de champ et assurées par les intervenants de son choix, choisis dans toutes les activités sans restriction : sociologie, littérature, philosophie, anthropologie, musique, etc. pourvu que les trois conférences-débats puissent contribuer à déconstruire la notion de patrimoine pour mieux en redéfinir les contours et l'interpréter de manière contemporaine.

Ces conférences introduisent les concepts développés par les enseignants sur l'histoire des théories et doctrines en patrimoine et sur l'application des théories et doctrines lors de l'élaboration des projets d'intervention sur le patrimoine.

→ Interventions dans les ateliers de Chaillot

Les ateliers étant, pour les étudiants, le moment où ils convoquent leurs connaissances et leur expérience, l'intervention du responsable de champs dans les ateliers de projet complètent l'encadrement qu'il assure sur les autres intervenants, architectes du patrimoine : le coordonnateur pédagogique des ateliers et les encadrants de projet.

L'essentiel est, pour cela, de bien articuler les demandes exprimées aux architectes apprenant (étudiants), tout au long des étapes des quatre différents semestres, avec les attendus sur l'enseignement des théories et doctrines.

2.2.5 Champ disciplinaire n°5 : Économie et gestion de projet

Le champ 5 comprend trois parties. La première concerne la démarche opérationnelle du projet : par-delà les approches culturelles scientifiques et techniques abordées dans les autres champs, il s'agit d'aborder tout un ensemble de considérations opérationnelles, économiques et réglementaires dans la gestion du projet.

Ainsi, des notions approfondies de droit du patrimoine, de connaissances des acteurs locaux et de leurs rôles différents, d'économie propre au domaine de la restauration des édifices anciens, de données normatives et de sécurité incendie ou de chantiers, de rédaction appropriée de descriptifs / estimatifs, de connaissance des marchés publics et privés, ou encore d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de programmation sont abordées.

De nombreuses études de cas faisant intervenir des spécialistes viennent parfaire les apprentissages de ce champ disciplinaire. Cette partie de 58 h est assurée par une huitaine de professionnels, dont le responsable de champ (en gras).

cartographie des acteurs du patrimoine	2 h cm
le projet patrimonial : conditions mise en œuvre	8 h cm
droit du patrimoine monumental	6 h cm
tables rondes sur le contrôle scientifique et technique, au stade du projet / au stade du chantier, avec les élèves conservateurs	8 h td
échanges architectes / restaurateurs	4 h td
sécurité incendie et prévention des risques	6 h cm
sécurité des chantiers et des démolitions	2 h cm
descriptif et pièces écrites	4 h cm
descriptif et pièces écrites	4 h épreuve
descriptif et pièces écrites - restitution	2 h td
économie du patrimoine – considérations générales	4 h cm
économie du patrimoine – les pièces contractuelles	4 h cm
accessibilité et patrimoine: réglementation	2 h cm
histoire et évolution service MH	2 h cm

La deuxième partie d'enseignement permet d'aborder des notions fondamentales liés aux grands décors civils et religieux. Les 63 h d'enseignement sont réparties entre une douzaine de professionnels, dont le responsable de champ (en gras)

éclairage et lustrerie dans grands décors	2 h cm
textiles dans grands décors	2 h cm
dorure et peinture décorative	4 h cm
restauration des grands décors classiques	4 h cm
restauration des grands décors classiques (Fontainebleau)	8 h visites
décor religieux et création	4 h cm
restauration décors civils et grands décors	4 h cm
restauration décors civils et grands décors (Versailles)	8 h visites
recherche documentaire et archives	2 h cm
lambris serrurerie dans grands décors	2 h cm
peintures murales : conservation et valorisation	4 h cm
restauration des jardins historiques	4 h cm

décors peints et conservation	4 h cm
archéologie du bâti	4 h td
conservation des vitraux	4 h cm
examen	3 h épreuve

La troisième partie est une nouveauté introduite dans la formation dans l'année 2024-2025, pour constituer un module de 24 h sur la transition écologique qui, manquant jusqu'à présent à la formation, est appelé à se renforcer par la suite.

patrimoine et climat	2 h cm
droit de l'environnement	4 h cm
maîtrise de l'énergie	2 h cm
transition écologique : expérience sur le patrimoine ancien	4 h cm
transition écologique : expérience sur le patrimoine XXe siècle	4 h cm
biodiversité	2 h cm
adaptation climatique des jardins historiques	2 h cm
exercice de rénovation énergétique / écologique performante	4 h td

Précision sur les enseignements propres du responsable de champ

→ Tables rondes sur le contrôle scientifique et technique, au stade du projet / au stade du chantier

Cet enseignement consiste à organiser, en lien avec l'Institut national du patrimoine, des tables-rondes à l'adresse commune des architectes-apprenant et des élèves de l'INP en formation de "conservateur". Il s'agit, avec la participation de plusieurs intervenants (architecte en chef des monuments historiques, conservateur du patrimoine, architectes du patrimoine, conservateur régional des monuments historiques...), d'aborder la réalité et la consistance des échanges qui s'instaurent dans le cadre du contrôle scientifique et technique (CST).

Les tables-rondes abordent, notamment, deux temps importants : les échanges assurés au cours des études ou sur dossier, préalablement à la délivrance de l'autorisation d'intervenir sur les monuments historiques (avis conformes du préfet de région sur les inscrits, autorisations de travaux du préfet de région pour les monuments historiques classés) ; les échanges susceptibles d'intervenir au cours des travaux et des interventions.

→ Échanges architectes / restaurateurs

En accord avec l'INP, une visite des ateliers de formation des restaurateurs à Aubervilliers est également intégrée au programme de formation pour appréhender les compétences scientifiques et techniques des élèves restaurateurs et rencontrer un certain nombre d'entre eux. Cette visite est préparée et animée par le responsable du champ 5.

→ Économie du patrimoine – considérations générales

Cet enseignement a pour objectif de donner des clés de compréhension sur les conditions d'intervention sur le patrimoine bâti, surtout s'il est protégé au titre des monuments historiques, en abordant la question délicate des coûts d'investissement et d'entretien en fonction de leur soutenabilité pour les acteurs en place. Il doit être une ouverture sur la réalité des pratiques et exige une vision synthétique ouverte.

Il s'agit d'exposer, dans ce cours, une approche thématique des questions d'économie en fonction des contextes depuis l'édification de l'édifice patrimonial jusqu'à celui de sa restauration, en distinguant l'investissement et l'entretien. Cela conduit à développer les deux parties suivantes :

- sur les contextes économiques : chaînes de production concernant les matériaux et la main d'œuvre ; savoir-faire et compétences des professionnels de la conservation et de la restauration entre entreprises spécialisées, artisanat et techniques traditionnelles, métiers d'art ; reconnaissance de leurs qualifications.
- mode d'intervention : entretien, définition et approche de la stratégie de conservation préventive et curative ; travaux d'investissement, entre équipement, mise aux normes, conservation et réutilisation.

Cet enseignement est complété par une deuxième partie sur les "pièces contractuelles", dispensée par un autre enseignant, portant sur les modalités des marchés privés et celles découlant du code des marchés publics ; sur le descriptif et l'estimatif des travaux ; sur la gestion financière d'un chantier ainsi que sur le déroulé d'opérations avec présentation d'études de cas.

➔ **Restauration décors civils et grands décors**

Cet enseignement a pour objectif de donner les clés d'analyse d'un décor intérieur, en œuvre, en vue de distinguer les critères de choix et d'argumenter un projet de restauration.

Contenu : Il s'agit d'exposer, dans ce cours, la démarche de prise en compte des décors portés dans la restauration architecturale et des problématiques complexes et plurielles d'préservation, d'interprétation, de documentation, de présentation et de mise en valeur.

Le cours abordera les notions suivantes :

- Analyse de cas concrets, et croisement chronologique de la période médiévale au XXe siècle,
- Panorama des matériaux et techniques rencontrées dans la composition des décors civils ;
- Méthode d'analyse des interactions et de la complémentarité des matériaux pour aboutir à une expression d'ensemble, y compris dans le traitement des lacunes.

➔ **Restauration décors civils et grands décors (Versailles)**

Le cours est complété par une visite d'un site patrimonial en région parisienne, si possible en chantier, de manière à rencontrer si possible les conservateurs en charge du monument, à s'intéresser à des résultats obtenus lors d'interventions récentes ou à appréhender les problématiques sur une intervention en cours, etc. Le lien à faire avec le CST comme avec les restaurateurs est implicite.

ANNEXE 1 du CCTP – note de présentation du dossier de renouvellement de l'habilitation à délivrer

Cette note de 2021 présentait la maquette pédagogique du nouveau DSA en vue de l'obtention de l'habilitation à délivrer le diplôme, requise par l'École de Chaillot auprès du ministère de la Culture. L'habilitation a été délivrée en novembre 2023, antérieurement à la délivrance des premiers diplômes à l'issue du cursus renouvelé.

École de Chaillot

Note de présentation du dossier de renouvellement de l'habilitation à délivrer le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA), mention « Architecture et Patrimoine »

I. Présentation générale de la formation

1. Intitulé de la mention du DSA

Le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA) mention « Architecture et patrimoine » du Centre des Hautes Études de Chaillot, dite « École de Chaillot », est une formation de niveau post-master, ouverte aux détenteurs du diplôme d'État d'architecte valant le grade de Master (DEA), ou du diplôme d'un autre pays dont l'équivalence est reconnue en France et en Europe, qui souhaitent « *se spécialiser dans la conservation et la restauration du patrimoine architectural, urbain et paysager, en vue de sa mise en valeur et de son usage dans la société contemporaine* » (mention de l'arrêté du 20 juillet 2005). Ce diplôme, délivré par le ministère de la Culture après avis du ministère chargé de l'Enseignement supérieur, est un diplôme d'enseignement supérieur qui correspond à 120 ECTS (60 ECTS par an).

2. Responsable pédagogique de la formation

Au sein de l'École de Chaillot, le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement (DSA) mention « Architecture et patrimoine » est placé sous la responsabilité du directeur de l'École, Benoît Melon depuis juin 2018, et de la directrice des études chargée du DSA, Caroline Dujon-Attali depuis février 2022.

Conformément aux dispositions proposées dans la réforme du DSA présentée aux instances consultatives et décisionnelles (conseil pédagogique et comité de pilotage) en mai 2021, cinq responsables de champs disciplinaires ont été recrutés et nommés en janvier 2022, afin de bénéficier à la fois de leur expertise et d'une fonction de coordination de la part d'enseignants dans la mise au point et l'application du programme scientifique et pédagogique.

3. Avis du conseil d'administration

L'examen et le vote du conseil d'administration de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine est requis, conformément aux dispositions énoncées dans le décret n° 2004-683 du 9 juillet 2004 relatif à l'établissement public de la Cité de l'architecture et du patrimoine (Article L. 142-1 du Code du patrimoine), à l'Article 10 : « *Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement. À ce titre, il délibère notamment sur :*

(...) 5° - *Les conditions d'admission des élèves, les programmes, le règlement des études et des examens et l'attribution des diplômes* »

À la suite de la réunion du comité de pilotage du 28 mai 2021, le conseil d'administration du 1^{er} juillet 2021 a examiné et approuvé à la fois :

- Une adaptation de la gouvernance de l'École (renouvellement du conseil pédagogique, instauration de responsables de champs disciplinaires et restructuration de l'équipe administrative pour répondre aux attentes du nouveau programme) ;
- Une nouvelle architecture de l'enseignement à Chaillot s'exprimant à travers la maquette du programme pédagogique renouvelé et la grille des enseignements telle qu'elle avait été examinée par les instances consultatives, mais aussi une formation continue tout au long de la vie, l'instauration de conférences d'actualité, de spécialisation et d'approfondissement et une proposition d'étude de deux diplômes post-DSA : l'un donnant accès à la maîtrise d'œuvre sur les édifices « classés » et l'autre aux « études urbaines patrimoniales ».

La nécessité de la mise en place de ces deux formations a été soulignée par un récent projet de rapport de l'IGAC qui l'énonce en ces termes :

« Ce diplôme d'État (NOTE : MH classés) permettrait à terme de remplacer la condition d'ancienneté d'accès à la maîtrise d'œuvre sur un monument historique classé. La mise en œuvre de ce nouveau diplôme de l'École de Chaillot permettrait également de transformer fondamentalement le concours de recrutement des ACMH qui serait maintenu mais ainsi considérablement allégé dans sa durée et dans son contenu ».

« Le volet ville de l'enseignement du DSA de l'École de Chaillot, bien que réduit pour laisser la place au bâti patrimonial, est une des rares formations existantes sur ce thème (NOTE : Réaménagement des centres villes et résorption de l'habitat insalubre). L'École porte ainsi le projet de la création d'une formation dédiée sur ce champ qu'il conviendra de développer (page 28) ».

Nous sommes en attente de la part du ministère de la culture du cahier des charges pour le post-DSA concernant l'accès à la maîtrise d'œuvre sur les édifices classés, nous permettant de mettre au point une proposition descriptive et chiffrée de cette formation complémentaire.

4. Présentation stratégique de la formation (2 pages maximum) : objectifs, axes prioritaires, évolutions (place de la recherche et de la professionnalisation, compétences attendues...)

La modernisation du DSA s'inscrit dans une démarche globale et régulière d'habilitation du programme d'enseignement. La modernisation de l'enseignement était souhaitée par le ministère de la Culture à la suite des différents rapports rédigés depuis 2016 et de la dernière évaluation de l'HCERES. Chacun des cadres administratifs recrutés depuis 2018 l'a été conformément au plan d'action proposé par l'actuel directeur pour la mettre en œuvre.

La modernisation concerne à la fois la gouvernance et le programme d'enseignement.

La gouvernance a été renouvelée sur trois points précis :

- **Le renouvellement du Conseil Pédagogique** avec une ouverture vers la société civile et un rôle plus proche de la conception des programmes (enseignements, mais aussi détermination du programme des conférences, par exemple) ;
- **La transformation des « professeurs associés » en « responsables de champs disciplinaires »** avec le souci de bénéficier de l'expertise d'enseignants dans la mise au point et le suivi du programme d'enseignement. Ceux-ci furent mis en place en janvier 2022, ce qui permit la réalisation et la rédaction du programme entre février et juin 2022 ;
- **La restructuration interne de l'équipe administrative de l'École** pour s'adapter aux nouvelles orientations du DSA et d'une formation qui s'échelonne tout au long de la vie, avec en premier lieu l'arrivée d'une nouvelle directrice des études en février 2022.

¹ Mission d'étude sur l'opportunité et les modalités d'une collaboration plus étroite entre l'Institut National du Patrimoine L'École de Chaillot (mars 2023)

Le nouveau programme d'enseignement devait répondre à plusieurs objectifs pour correspondre aux grands enjeux et aux attentes de la société contemporaine. Mais aussi, répondre aux grands défis que nous devons relever en termes de développement durable, d'identification des bâtiments qui forment « patrimoine », poser la question technique de leur conservation / restauration, ainsi que de leur réutilisation et de leur adaptation aux usages contemporains, lorsque c'est possible. Prendre en compte les attentes des maîtres d'ouvrages et de la population, ouvrir le dialogue avec tous afin de mieux faire admettre les exigences du patrimoine et d'assimiler concrètement les attentes des maîtres d'ouvrages.

Pour répondre à ces objectifs, plusieurs démarches ont été poursuivies : des auditions en interne (enseignants, évaluations des élèves, des partenaires proches de l'École...) et en externe (personnalités de la société civile, de l'architecture et du patrimoine, élus, maîtres d'ouvrages, associations...).

Suite à ces deux démarches, **dix points majeurs** sont ressortis :

- **Plus de pratique, moins de théorie**, renforcer l'enseignement de la doctrine par des exercices concrets et la présentation de grandes réalisations qui font débat (ce point a été identifié par l'ensemble des personnes interrogées) ;
- **Renforcer le niveau d'exigence des prérequis pour l'entrée à l'École**, en histoire de l'architecture et des arts, sciences exactes : statique, résistance des matériaux, géométrie descriptive, vocabulaire de l'architecture, pratique du dessin à main levée ;
- **Développer l'enseignement des sciences exactes sur des cas concrets**, parallèlement à une connaissance plus approfondie des matériaux, de l'art de bâtir et des techniques traditionnelles, ainsi que des techniques contemporaines, contraintes normatives et réglementaires incluses ;
- **Assurer une véritable formation à l'archéologie du bâti** adaptée aux futurs architectes du patrimoine ;
- **Former aux méthodes de médiation** : savoir écouter le maître d'ouvrage et l'associer à la rédaction du projet, savoir travailler avec la population lorsque c'est possible, se donner le temps avec les acteurs locaux de trouver les meilleurs usages pour faire revivre un patrimoine vacant de qualité ;
- **Créer un enseignement sur les aspects économiques, développement durable et écologique** ; ainsi que sur l'intégration du projet dans l'espace urbain en harmonie avec le paysage ;
- **Ouvrir l'atelier de projet de la 2e année de la formation aux élèves de 1ère année** et introduire dans cette séquence des exercices à faire sur la ville et les problématiques de revitalisation de centre urbain ;
- **Associer à la formation des connaissances plus approfondies de conservation / restauration des objets mobiliers, du décor peint, des parcs et jardins et des paysages** ;
- **Recentrer la formation autour de fondamentaux** : le contenu de « l'étude préalable », l'intervention sur le monument et le choix d'un parti architectural et de restauration ;
- **Chaillot doit être un « lieu ressource »** : concevoir une formation qui part du DSA mais se prolonge tout au long de la vie professionnelle, en y associant des ressources numériques.

Fort de six mois d'expérimentation, nous pouvons fournir dans ce dossier quelques tendances qui se détachent, et qui constituent des pistes de travail pour améliorer le programme, son développement pédagogique et sa logistique. Ce travail s'appuie sur les évaluations réalisées tant auprès des élèves que des enseignants :

- **Le distanciel** : salué par les élèves, il est peu apprécié par le corps enseignant. Pour tenter de remédier à cela, nous avons organisé deux séminaires sur la pertinence d'un enseignement numérique dans le monde d'aujourd'hui : l'évolution des méthodes pédagogiques et leur nécessaire adaptation aux pratiques des élèves. Un premier séminaire qui a eu lieu en décembre dernier où nous avons présenté le nouveau programme et sa philosophie à l'équipe enseignante récemment recrutée, comportant des anciens et des nouveaux intervenants, ainsi que les MOOC déjà réalisés sous forme d'expérimentation. Pour le second séminaire, organisé en octobre prochain, nous poursuivrons notre réflexion sur la nécessité du distanciel dans la société actuelle avec des intervenants extérieurs (université de Louvain, ministère de l'écologie, consultant en ingénierie

pédagogique), et cette session comportera des ateliers pratiques où chacun pourra se questionner sur sa pratique et imaginer des points d'amélioration. Les enseignants présents seront accompagnés lors de cet atelier par des ingénieurs pédagogiques spécialisés sur ces questions.

- Assurer réellement une dimension écologique sur l'ensemble des cours en intégrant une partie sur la transition climatique et énergétique, ainsi que sur les circuits courts. Il ne s'agit pas uniquement créer des cours sur cette question au cœur de tous les débats actuels, mais introduire ces notions de façon transversale dans l'ensemble du programme et des enseignements et, aussi bien en Travaux Dirigés (TD) qu'en atelier. Cette orientation se traduit dans les cahiers des charges des appels à candidature pour chaque enseignement concerné.
- Améliorer la notion de progressivité au sein du programme et suivre son déroulement. Ce nouveau principe appliqué à l'enseignement de Chaillot développe quatre temps correspondants aux quatre semestres : un temps pour apprendre à *observer*, un temps pour apprendre à *analyser*, un temps pour apprendre à *hiérarchiser les enjeux* et enfin un temps pour *concrétiser un projet global* d'architecture et de conservation / restauration de l'édifice et de ses abords.
- Organiser la grille des enseignements session par session, tenant compte en amont à la fois de la progressivité, de la complémentarité entre tous les enseignements, de la part des Cours Magistraux (CM) et des Travaux Dirigés (TD) et de l'ateliers (trois temps distincts), et de la faisabilité de l'enseignement en distanciel.
- L'introduction d'une part plus importante de Travaux Dirigés en complément des Cours Magistraux, ou en remplacement d'un nombre d'heures de Cours Magistraux encore trop important dans certaines disciplines ;
- Le constat des doublons entre certains cours est encore avéré, malgré les consignes répétées et la mise en place des cahiers des charges des enseignements.

Dans la poursuite de la modernisation du DSA de l'École de Chaillot, un dernier chantier est à prévoir à la suite de l'obtention de l'habilitation. Depuis plusieurs mois, les ENSA de Grenoble et de Paris-Belleville se sont engagées dans la démarche de création d'une fiche RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) commune à l'ensemble des DSA mention « Architecture et Patrimoine ». Dès juillet 2022, l'École de Chaillot s'était mise en retrait de cette démarche, afin de se consacrer pleinement au nouveau programme et à son application dès la rentrée 2022.

En janvier 2023, les ENSA de Grenoble et de Paris-Belleville ont sollicité de nouveau l'école, afin de finaliser le dossier de demande de création de la fiche RNCP. Engagée dans la demande d'habilitation du nouveau programme pour le printemps 2023, l'École a décidé de rester, de nouveau, en retrait de cette démarche, tout en soutenant ce projet.

Une fois l'habilitation du nouveau DSA obtenue, l'École de Chaillot s'engagera dans la constitution d'un dossier de certification à la fiche RNCP des DSA Architecture et Patrimoine à partir de la rentrée 2023.

Il convient de souligner l'importance de l'obtention de cette certification, puisque, outre le fait qu'elle permette aux élèves de mobiliser leur compte de formation professionnelle, cette certification permet à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine de collecter la taxe d'apprentissage. Lors des précédentes années le montant de cette taxe représentait entre 40 000 et 50 000 €, ce qui est loin d'être négligeable.

5. Place de la formation dans l'offre de l'établissement et son articulation avec les autres diplômes

Le DSA « Architecture et Patrimoine » de l'École de Chaillot est l'unique diplôme d'enseignement supérieur délivré par l'École de Chaillot et au sein de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Les autres offres de formation proposées s'expriment dans le cadre de la Formation Continue, s'adressant périodiquement aux professionnels de l'architecture et du patrimoine, sur des sujets très précis, pour des sessions d'une à deux journées, deux à trois fois par an.

Le DSA est aujourd'hui considéré comme *une formation de spécialisation* qui se développe sur deux années, mais la formation de « l'architecte du patrimoine » doit se prolonger tout au long de la vie, d'où une incitation active auprès des élèves à participer ultérieurement à ces sessions de formation continue. La mise en place de *conférences d'actualité de Spécialisation et d'Approfondissement*, auxquelles l'élève doit obligatoirement assister et pour laquelle il doit rendre une fiche individuelle fait partie de cette démarche.

6. Mutualisations envisagées avec des ENSA ou d'autres établissements d'enseignement supérieur et/ou autres partenariats éventuels (académiques ou professionnels, régionaux, nationaux, ou internationaux)

Un partenariat est en cours d'élaboration et de finalisation avec l'Institut National du Patrimoine (INP) et son cursus de formation des conservateurs option « Monuments historiques », mais aussi des conservateurs-restaurateurs de plusieurs options : peinture, sculpture notamment. Dans le nouveau programme 2022-2024, des temps d'apprentissages communs ont été mis en place sous deux formes principales au sein du champ 5 « *Économie et gestion du projet* » :

- Trois tables rondes ayant pour sujet : le Contrôle Scientifique et Technique (CST) projet, le CST chantier et la conservation-restauration sous forme de dialogue entre les élèves de l'INP et ceux de Chaillot. Ces tables-rondes, d'une durée de 4 heures, doivent permettre aux élèves des deux institutions de se rencontrer, de présenter leur métier et le rôle de chacun dans un projet de conservation-restauration, et de dialoguer de leur future collaboration sur des projets ;
- Des rencontres entre élèves au sein de l'Atelier de Chaillot, sur site ou à l'École de Chaillot. Les élèves de l'INP sont invités lors de certaines séances charnières de chaque semestre et à la restitution de fin d'année, afin de participer et de collaborer pleinement, par leurs analyses, aux projets proposés.

Il convient de souligner également que d'autres enseignements sont déjà mutualisés avec le programme des AUE (Architectes Urbanistes de l'État), dont la formation se déroule pour partie à l'École de Chaillot.

Le projet de rapport de l'IGAC déjà cité concernant le rapprochement de l'École de Chaillot avec l'INP souligne à la fois tout l'intérêt d'une formation commune à ces différentes spécialités, mais constate également les difficultés de mise en œuvre de ce rapprochement.

II. Effectifs étudiants et taux de réussite

1. Modalités de recrutement (dossier, entretien...)

Les modalités de recrutement au DSA « Architecture et patrimoine » de l'École de Chaillot sont soumises au vote du conseil d'administration de la Cité, selon l'article R142-10 alinéa 5 du code du Patrimoine et les articles 10 et 17 du décret du 9 juillet 2004 :

- Le conseil d'administration doit se prononcer sur « *les conditions d'admission des élèves, les programmes, le règlement des études et des examens, et de l'attribution des diplômes.* »

La première étape consiste à déposer un dossier de candidature auprès de l'administration de l'École. Ce dossier, remis par le candidat, se compose d'une fiche de candidature à remplir, de la photocopie de la pièce d'identité, de la photocopie de l'ensemble des diplômes, d'un *curriculum vitae*, et d'une lettre de motivation. L'élève doit se munir de son portfolio et de ses carnets de dessin personnels pour se présenter devant le jury.

Depuis 2019, les objectifs poursuivis par l'École pour le recrutement, conformément aux recommandations des différents rapports successifs, sont de renforcer le niveau d'exigence des prérequis pour l'entrée à l'École (histoire de l'architecture et des arts ; sciences exactes : statique, résistance des matériaux, géométrie descriptive ; vocabulaire de l'architecture ; pratique du dessin à main levée). Une bibliographie indicative, ainsi qu'un choix de conférences (« Cours publics » de la Cité

de l'Architecture) sont disponibles sur le site, afin de permettre aux candidats de préparer utilement le questionnaire technique qui leur sera soumis et l'entretien avec le jury.

Trois épreuves de sélection ont été mises en place, et améliorées chaque année, afin de renforcer le niveau de recrutement :

- 1- Réponse à un Questionnaire à Choix Multiples (QCM) de 40 minutes : vocabulaire de l'architecture, histoire des arts, statique et résistance des matériaux, urbanisme et paysage, et pour terminer la rédaction d'un texte bref de 10 à 15 lignes portant sur le commentaire d'une phrase ;
- 2- Exécution d'un dessin à main levée en temps limité (1 heure), en galerie des moulages du Musée des monuments français ou en galerie d'architecture moderne et contemporaine de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine ;
- 3- Entretien avec un jury de professionnels qualifiés durant 40 minutes : un enseignant dans le domaine de l'histoire, un professionnel des sciences exactes (ingénieur, universitaire, ou chercheur), un architecte du patrimoine libéral ou architecte en chef des Monuments historiques ou architecte des Bâtiments de France, d'autres professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage.

Les épreuves du concours d'entrée à l'École de Chaillot se tiennent chaque année à la fin du mois de juin, durant trois jours. En 2022, y ont participé environ 150 candidats, devant un jury regroupant 48 professionnels sur les trois jours. 47 candidats ont été retenus selon ce principe. À ce nombre viennent s'adjoindre quelques étudiants résidents à l'étrangers qui sont pré-retenus sur dossier. Ils passent un oral (visio-conférence) pendant ces trois journées. Par ailleurs quelques élèves sont admis comme « auditeurs libres » : ils sont issus du concours des Ingénieurs des services culturels et du patrimoine sur la base du volontariat, ou sont des Architectes des Bâtiments de France qui ne peuvent suivre l'enseignement global du DSA de Chaillot. L'ensemble de ces élèves forment un maximum de 60 étudiants.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Motivation et maturité du projet pour entrer à l'École de Chaillot ;
- Connaissances des domaines de l'architecture et du patrimoine ;
- Qualité de l'expression graphique et du Portfolio ;
- Qualité et contenu de l'expression écrite et orale (capacité de synthèse en particulier) ;
- Richesse de l'expérience professionnelle.

Les notes attribuées pour chacun des critères vont de 1 à 5 : 1 étant le plus faible et 5 le plus élevé.

- *Tableau 1 : Taux de candidatures retenues (Tableau 1 / Sous-dossier 2_Tableaux)*
- *Tableau 2 : Profil et origine académique des inscrits (Tableau 2 / Sous-dossier 2_Tableaux)*
- *Tableau 3 : Diplôme des inscrits (Tableau 3 / Sous-dossier 2_Tableaux)*
- *Tableau 4 : Taux de réussite au diplôme (Tableau 4 / Sous-dossier 2_Tableaux)*

2. *Précisez si votre formation pourrait être élargie aux AUE des ministères de la Culture et de la Transition Ecologique et figurer au catalogue des formations de ces deux ministères.*

Le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement mention « Architecture et patrimoine » de l'École de Chaillot n'est pas un prérequis obligatoire pour s'inscrire au concours des AUE conformément aux dispositions du droit européen, mais il est fortement recommandé.

Toutefois il convient de souligner qu'un récent projet de rapport de l'IGAC mentionne : « Pour assurer ses missions dans les meilleures conditions, l'ABF non titulaire d'un DSA devra suivre une formation professionnelle afin d'acquérir la culture patrimoniale alimentant le travail collégial des services patrimoniaux déconcentrés » (page 27 - Rapport déjà cité plus haut).

Cette formation pourrait figurer au catalogue des formations du ministère de la Culture, mais elle nécessite un engagement extrêmement important en termes de temps et les services (en particulier les DRAC) sont parfois réticents à inclure ce type de formation dans le projet de formation d'un AUE.

Il ne paraît donc pas réaliste d'exiger que l'ensemble des AUE des deux spécialités (patrimoine et aménagement) suivent le cursus complet du DSA de l'École de Chaillot.

III. Les enseignements et l'équipe enseignante

1. Présentation de l'équipe enseignante

Désormais tous les recrutements se font sur appel à candidature et comportent un contrat accompagné d'un cahier des charges proposé par chaque responsable de champ dans son domaine de compétence, mis en forme et harmonisé par l'administration de l'École. En juillet 2022, un appel à candidature a été lancé par la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'instigation de l'École pour 99 cahiers des charges d'enseignements, dont 9 postes en équipes pour l'Atelier de Chaillot (désormais sur deux ans) et 3 pour l'équipe encadrante de la Mise en Situation Professionnelle. 81 personnes ont répondu à cet appel à candidature. Sur ces 81 personnes :

- 33 personnes faisaient déjà partie du corps enseignant de Chaillot ;
- 46 personnes étaient des profils nouveaux ;
- 32 personnes (anciens comme nouveaux) ont déposé des candidatures multiples.

Les profils des personnes ayant répondu sont divers : architectes du patrimoine, architectes en chef des monuments historiques, ingénieurs, chercheurs, historiens, restaurateurs, conservateurs, compagnons du devoir, artisans, économistes, entrepreneurs.

Les candidatures ont été étudiées par un collège d'experts composé des 5 responsables de champ (chacun expert de son domaine) et de la direction de l'école, pour proposition et validation de la présidence de la Cité. L'ensemble des candidatures reçues étaient de grande qualité, motivées, et le choix s'est concentré sur la meilleure expertise, la connaissance du sujet, et la méthode pédagogique proposée.

Aujourd'hui, la nouvelle équipe enseignante de la promotion 2022-2024 se compose de 56 personnes :

- 8 architectes en chef des monuments historiques ;
- 23 architectes du patrimoine ;
- 11 historiens ;
- 9 conservateurs-restaurateurs, inspecteurs généraux ;
- 7 autres (ingénieurs, compagnons du devoirs, architecte des Bâtiments de France...).

À ce jour, 8 cahiers des charges restent à pouvoir pour des enseignements dispensés en 2^e année :

Pour le champ 1 (sciences de la conservation / restauration) : 42 cahiers des charges ont été diffusés, dont tous sont entièrement modernisés sur le fond comme sur la forme, 17 personnes ont été sélectionnées couvrant 40 cahiers des charges, et il reste 2 cahiers des charges à pourvoir ;

Pour le champ 2 (ensembles urbains et sites patrimoniaux) : 11 cahiers des charges ont été diffusés, 8 personnes ont été sélectionnées couvrant 10 cahiers des charges, et il reste 1 cahier des charges à pourvoir ;

Pour le champ 3 (histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent) : 16 cahiers des charges ont été diffusés, dont 3 nouveaux, 14 personnes ont été sélectionnées couvrant la totalité des cahiers des charges, et il ne reste aucun cahier des charges à pourvoir ;

Pour le champ 4 (théories et doctrines. Atelier sur site) : 4 cahiers des charges ont été diffusés, tous entièrement modernisés sur le fond et la forme, 7 personnes ont été sélectionnées couvrant la totalité des cahiers des charges, et il ne reste aucun cahier des charges à pourvoir. Pour ce champ, il y eut 3 débats avec des intervenants exceptionnels, sur le thème « Qu'est-ce que le patrimoine ? », le

philosophe Emmanuele Coccia, le sociologue Pierre-Henri Frangne, et le chef d'orchestre Leonardo Garcia Alarcon ;

Pour le champ 5 (économie et gestion de projet) : 22 cahiers des charges ont été diffusés, dont 6 nouveaux enseignements, 13 personnes ont été sélectionnées couvrant 17 des cahiers des charges, et il reste 5 cahiers des charges à pourvoir.

Pour la mise en situation professionnelle (MSP) : 3 cahiers des charges, revus et modernisés eux-aussi, 3 nouvelles personnes ont été recrutées.

Sur 58 personnes recrutées pour le moment, il y a :

- 18 femmes ;
- 40 hommes,
- 33 personnes nouvelles dans l'équipe enseignante de Chaillot ;
- 25 personnes qui enseignent à Chaillot depuis plusieurs années.

2. Tableau 6 : maquette pédagogique (Sous-dossier 2_Tableaux)

3. Bref descriptif des enseignements figurant sur la maquette

L'objectif principal du DSA de l'École de Chaillot est de permettre au futur architecte intervenant sur le patrimoine de mettre hors de danger un édifice en péril, d'en entreprendre la restauration lorsque celle-ci s'avère nécessaire et de se familiariser avec les études urbaines. Il comprend aussi tous les apports théoriques préalables aux exercices d'interventions pérennes sur les édifices, dans leur contexte territorial.

Pour appréhender l'exercice de la maîtrise d'œuvre dans ce domaine de compétence, les enseignements ont été répartis en 5 champs :

- Champ 1 : *Sciences de la conservation et de la restauration* ;
- Champ 2 : *Ensembles urbains et sites patrimoniaux* ;
- Champ 3 : *Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent* ;
- Champ 4 : *Théories et Doctrines / Atelier* ;
- Champ 5 : *Économie et gestion du projet*.

Dans le nouveau programme, la notion fondamentale de progressivité des enseignements au cours des 4 semestres a été mise en place. Elle correspond au déroulement d'un projet d'architecture dans le domaine de la restauration des édifices anciens :

- Le temps de l'observation ;
- Le temps de l'analyse ;
- Le temps de la hiérarchisation des enjeux et de leur synthèse ;
- Le temps de la proposition (que ce soit un projet de restauration, de réutilisation, de restitution, il s'agit toujours un projet global « d'architecture »).

L'Atelier de Chaillot s'établit dans la durée, sur deux ans. Il devient le lieu de l'apprentissage de toutes les disciplines et non simplement un exercice de projet sur site. Il favorise un apprentissage des méthodes de travail avec des professionnels expérimentés et s'enrichit de l'apport de nombreux spécialistes (doctorants et chercheurs, laboratoires, artisans). Les enseignants des cours magistraux participent, sur invitation des enseignants d'atelier et selon les besoins identifiés au cas par cas, à cet enseignement de projet. Le temps long favorise l'assimilation des notions diffusées au sein de l'Atelier et l'acquisition des bons réflexes méthodologiques.

En atelier, comme à travers tous les enseignements, l'étudiant est sensibilisé au fait que l'état de l'édifice doit faire l'objet d'un descriptif complet, objet de l'étude préalable aux interventions, et qu'il fera l'objet d'un dossier documentaire des ouvrages exécuté (DDOE) dont l'importance dans le cadre de la maîtrise d'œuvre sur un édifice ancien est particulièrement explicite. Le « carnet de Chaillot » institué dans le cadre du nouveau programme et remis à l'étudiant lors de la semaine d'immersion à Cluny constitue l'un des repères destinés à permettre à l'étudiant de consigner ses observations, ses

interrogations, mais aussi ce qui constitue pour lui des repères au cours de sa formation. Le carnet est évalué en contrôle continu tout au long des deux années de formation.

Les enseignements relevant du Champ 1 *Sciences de la conservation et de la restauration* s'expriment à travers trois grandes parties constitutives :

- **L'enseignement de la connaissance des matériaux** : sont abordées les connaissances sur l'art de bâtir, les procédés artisanaux et industriels, la pierre et la stéréotomie, le métal (fer, fonte et acier), le bois, les menuiseries et ferronneries, les couvertures, les mortiers et enduits, les bétons, mais aussi des matériaux apparus récemment tels que l'aluminium, les résines à bi-composantes, les polymères thermoplastiques, les fibres textiles telles que la fibre de verre, etc ;
- **L'enseignement de la connaissance du métier** : sont abordées la culture et la méthodologie du diagnostic et l'appréhension des techniques par l'observation des pratiques anciennes et actuelles, ainsi que la détermination des facteurs de dégradations et pathologies du bâtiment, les analyses scientifiques et d'intervention ;
- **L'enseignement de la connaissance des Structures** : sont abordées les techniques d'interventions pratiques d'urgence, de court, moyen et long terme sur les structures, ainsi que leur consolidation. Les notions de réversibilité, de recherche de circuits courts dans l'approvisionnement en matériaux par l'étude de l'histoire du site mais aussi du vécu récent des entreprises locales permettent de répondre au mieux aux grands enjeux du développement soutenable dans lequel le patrimoine s'est toujours inscrit.

Les enseignements relevant du Champ 2 *Ensembles urbains et sites patrimoniaux* s'attachent à définir l'importance de la connaissance de la ville ancienne dans l'apprentissage de l'architecte du patrimoine.

Sont abordées les grandes notions qui sont utilisées pour comprendre et agir sur la ville constituée, la définition des méthodes et outils d'analyse architecturale, urbaine et paysagère, un panorama des outils de protection et de gestion des ensembles urbains et des sites patrimoniaux, la description des outils les plus utilisés comme le Site Patrimonial Remarquable (SPR), le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), le Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), le Périmètre Délimité des Abords (PDA), le Plan Local d'Urbanisme intercommunal et patrimonial (PLUi) et les outils opérationnels incitatifs et coercitifs.

Parallèlement, les aspects doctrinaux de l'action sur les ensembles urbains à caractères patrimoniaux sont abordés, tels que « le jugement en architecture » ou une description de l'évolution des usages et des pratiques, ou encore la description des politiques publiques en termes d'aménagement du territoire et de patrimoine.

Les enseignements relevant du Champ 3 *Histoire de l'architecture et des arts qui s'y rapportent* suivent une progressivité chronologique qui sert de repère à tous les enseignements, au sein de laquelle *un principe diachronique* a été retenu, favorisant *une lecture archéologique du bâti ancien* de toutes les époques.

De même, des apports chrono-thématiques sont favorisés : sculpture, peinture, fresque, mosaïque, vitrail, etc. L'enseignement couvre toutes les périodes, de la préhistoire jusqu'à nos jours.

Il aborde la préhistoire, l'histoire de l'architecture antique, l'architecture romane et gothique, la statuaire monumentale au Moyen Âge, l'histoire moderne, et l'histoire de l'architecture des XIX^e et XX^e siècles. Cette approche chronologique de l'architecture est complétée par des cours thématiques suivant une approche diachronique, telles que l'histoire des villes françaises des origines à nos jours, l'architecture civile au Moyen Âge, la typologie spécifique des architectures militaires ou religieuses, ou encore l'histoire des jardins, des infrastructures, le développement des réseaux et des déplacements, le décor religieux, les aménagements liturgiques et l'art du vitrail.

Les enseignements relevant du Champ 4 : Théories et doctrines / Atelier : ce cours a pour objectif de donner aux futurs architectes du patrimoine les outils doctrinaux et dialectiques leur permettant de situer leurs interventions sur les monuments et leurs abords proches, dans une véritable réflexion philosophique qui dépasse le simple cadre national, confrontant théorie et pratique.

Il débute par une connaissance des grandes théories et des doctrines qui ont accompagné la vie du service des monuments historiques en France créé par la loi du 30 mars 1887, complété par un parcours dans le monde permettant de mieux resituer l'action de la France par rapport à ses voisins internationaux. Cet enseignement est parachevé par l'étude des grandes Chartes qui se sont succédées depuis la première moitié du XX^e siècle.

L'Atelier de projet : il est, par excellence, le lieu de la mise en application et de l'apprentissage des savoirs de l'architecte. Il s'articule autour de quatre grandes étapes suivant une progressivité de l'enseignement identique à tous les champs :

- **L'observation** : la prise de connaissance et le descriptif graphique et écrit du monument, la recherche de définition de ses qualités patrimoniales ainsi que l'étude de ses abords directs et plus lointains ;
- **L'analyse** : l'archéologie du bâti, l'identification des problèmes de structure, l'analyse documentaire permettant de définir l'histoire de l'édifice, l'identification potentielle des grands décors, le diagnostic et l'analyse des dégradations et pathologies constatées, y compris dans l'environnement proche de l'édifice ;
- **La hiérarchisation** : les consolidations et restaurations nécessaires à la conservation de l'édifice permettant sa mise en valeur ainsi que celle de ses abords, prenant en compte sa réutilisation, lorsqu'elle est possible ;
- Et enfin le **projet** : celui de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur de l'édifice et de ses abords.

Cette progressivité permet d'inscrire également les interventions dans *une démarche d'étude préalable aux interventions*, puis de décrire les interventions et les discussions qu'elles ont suscitées, avant de les consigner dans un descriptif précis (le Dossier Documentaires des Ouvrages Exécutés – DDOE) qui sera transmis aux générations futures, comme il doit être demandé aux architectes du patrimoine en exercice.

Les enseignements relevant du Champ 5 Economie et gestion de projet se basent sur une prise en compte des caractéristiques du monument, son analyse, les propositions d'interventions qui sont projetées, ainsi que sur un éventuel projet de réutilisation.

Celui-ci doit s'inscrire dans un souci constant d'ancrage dans des considérations économiques et de gestion de toutes les dimensions de la pratique du projet. Ainsi, des notions approfondies de droit du patrimoine, de connaissances des acteurs locaux et de leurs rôles complémentaires, d'économie propre au domaine de la restauration des édifices anciens, de données normatives et de sécurité incendie ou de chantiers, de rédaction appropriée de descriptifs / estimatifs, de connaissance des marchés publics et privés, ou encore d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de programmation, sont abordées.

4. *Tableau 7 : Répartition des heures et des modalités d'enseignement (Sous-dossier 2_ Tableaux)*

IV. La mise en situation professionnelle et le jury

1. *Durée moyenne de la mise en situation professionnelle des étudiants inscrits actuellement (ou durée minimum et maximum des MSP)*

Selon l'arrêté du 20 juillet 2005, l'attribution du DSA mention « Architecture et patrimoine » est conditionnée par la validation dans le cursus d'une Mise en Situation Professionnelle (MSP) équivalente à quatre mois de travail à plein temps, sanctionnée par 11 ECTS.

S'agissant d'un enseignement qui s'adresse déjà à des professionnels aguerris, une mise en situation professionnelle ne présente un intérêt réel que dans la mesure où elle permet de faire muter l'architecte vers le métier « d'architecte du patrimoine ». En pratique et quelle que soit la situation professionnelle de l'élève, il devra rendre compte d'une activité professionnelle équivalente à quatre mois à temps plein (soit 88 jours de travail).

En parallèle avec ce qui se pratique en HMONP, l'École organise le cadre d'étude, mais ce sont les encadrants de la MSP, issus de la profession d'architecte du patrimoine, qui suivent et doivent valider cette reconnaissance.

Cette validation se fait selon les étapes suivantes :

Au cours du premier semestre, l'élève doit proposer un ou plusieurs thèmes de travail. Seront pris en compte trois éléments fondamentaux :

- La pertinence du sujet proposé ;
- Sa capacité à problématiser le sujet proposé ;
- Le positionnement de l'élève en tant qu'« architecte du patrimoine » face à son sujet.

Le thème de travail doit être validé avec l'équipe enseignante lors de la première année du DSA. Ce thème de travail peut se traduire sous trois formes différentes :

- Par une expérience professionnelle au sein d'un organisme susceptible de l'accueillir, en France comme à l'étranger ;
- Par un travail de recherche en lien avec le métier d'architecte du patrimoine, sur un sujet précis ;
- Par un travail de recherche sur un sujet très précis associé à une période de stage de moins de quatre mois de travail à temps plein. Pour cette configuration, un tableau de séquençage détaillant la répartition du temps de travail entre les différentes étapes du projet devra être fourni en annexe du rapport de MSP.

Le rapport doit être rendu à la fin du quatrième semestre de la formation.

À l'issue de la lecture des rapports, une soutenance orale est organisée conformément aux directives de l'arrêté du 20 juillet 2005, durant laquelle l'élève développe la problématique du sujet, les enjeux et les apports de son travail, ainsi que les conclusions de cette expérience, devant les trois enseignants MSP. Si un stage a été effectué, le maître de stage peut assister à cette soutenance.

2. Taux d'encadrement pédagogique (au sein de l'école) de la MSP par étudiant (Nb d'heures)

La Mise en situation professionnelle est encadrée par trois enseignants, architecte du patrimoine de formation. Chaque enseignant encadre 15 à 17 élèves sur les deux ans. Le taux d'encadrement par élève est de 2,67%, soit 2h45 par an.

V. Poursuites d'études et insertion professionnelle

1. Quel dispositif de suivi de l'insertion professionnelle des diplômés du DSA avez-vous mis en place ou envisagez-vous de mettre en place ?

Annuellement, l'école participe à l'enquête sur l'insertion professionnelle mise en place par le ministère de la Culture et à destination des élèves des ENSA et de l'École de Chaillot. Les résultats de cette enquête sont la principale source d'informations à ce sujet.

Le DSA Architecture et patrimoine de l'École de Chaillot étant un diplôme à destination des professionnels en exercice, une enquête sur l'insertion professionnelle peut apparaître comme peu pertinente. Par contre, il est plus pertinent de mettre en place un questionnaire sur l'évolution professionnelle à la suite de l'obtention du diplôme, soit au sein de l'agence, soit dans une autre agence,

soit par un établissement à titre libéral.... Un questionnaire peut être étudié dans ce sens afin d'obtenir les résultats de la première promotion diplômée du nouveau programme. Il serait envoyé 6 mois après l'obtention du diplôme, puis 1 an après l'obtention du diplôme.

En ce qui concerne les actuels diplômés récents de l'École (3 dernières promotions), les statistiques mises en place par l'association des architectes du patrimoine font état d'un taux de chômage chez les jeunes diplômés égal ou proche de zéro. L'association a mis en place une bourse d'emploi extrêmement efficace puisque chaque annonce trouve preneur dans les quinze jours suivant le dépôt de la demande d'emploi. En revanche, certaines annonces de la part d'employeurs potentiels peuvent rester plusieurs mois, ce qui tend à prouver qu'il n'y a pas assez d'architectes du patrimoine sur le marché du travail.

2. Tableau 9 : poursuite d'études et insertion professionnelle (Sous-dossier 2_Tableaux)

VI. Auto-évaluation de la formation

1. Décrire en quelques lignes votre dispositif d'évaluation de la formation par les étudiants

Depuis septembre 2022, trois dispositifs d'évaluation du nouveau programme ont été mis en place :

- Un audit des enseignements réalisés par l'équipe administrative et pédagogique du DSA. Ce dispositif consiste principalement à assister en présentiel ou en visionnage de l'ensemble des cours, et à remplir une grille établie sur la base de 11 indicateurs. Le contrôle principal de cet audit porte sur le respect du cahier des charges de l'enseignement, la forme du cours, le respect du temps imparti, la communication avec les élèves.
- Une expertise scientifique des enseignements réalisée par les responsables de champ. Elle doit permettre de contrôler le déroulement scientifique du cours et de vérifier l'absence de doublons entre certains enseignements.
- Un questionnaire par semestre à destination des élèves et des enseignants, afin de contrôler la logistique des enseignements et des ateliers, et la qualité du distanciel.

2. État de la mise en œuvre de l'évaluation

À la fin du premier trimestre du programme 2022-2024, entre 70% et 75% des enseignements ont été audités par l'équipe administrative. Les questionnaires, à destination des élèves et des enseignants, ont été envoyés à la fin du premier trimestre. Nous avons un taux de participation de 100% pour les élèves, et de 40% pour les enseignants. Les responsables de champ ont chacun reçu les enregistrements des cours dispensés dans leur champ. À ce jour, ils n'ont pas encore fait de rapport d'analyse. Ils attendent de pouvoir évaluer l'ensemble de la première année, afin d'apporter les ajustements nécessaires sur la programmation, la progressivité et le recrutement.

3. Bilan de l'évaluation (points forts / points faibles/pistes d'améliorations)

Les premiers résultats de l'audit du programme par l'équipe administrative et pédagogique ainsi que par les élèves et les enseignants sont, à l'heure actuelle en cours d'analyse par la direction des études afin d'établir les points faibles, les points forts, et les pistes d'amélioration de chaque enseignement. Mais il est encore trop tôt pour analyser correctement une nouvelle maquette mise en place il y a moins de six mois.

Cependant, nous pouvons fournir dans ce dossier quelques tendances qui se dégagent, et qui sont des pistes de travail pour l'amélioration du programme, sa logistique et sa pédagogie :

- Le distanciel, salué par les élèves, est peu apprécié par le corps enseignant. Pour tenter de remédier à cela, l'École de Chaillot a mis sur pied deux séminaires sur l'enseignement numérique.

Un premier séminaire qui a eu lieu en décembre dernier, présentant à la nouvelle équipe enseignante le nouveau programme et sa philosophie, ainsi que les MOOC. Pour le second séminaire, organisé en octobre prochain, le sujet portera sur la place du distanciel dans la société actuelle, la façon d'aborder la transmission du savoir dans un cours renouvelé Comment ? Pourquoi ? Quels outils ? Les enseignants présents seront accompagnés lors d'un atelier de réflexion par des ingénieurs pédagogiques spécialisés sur ces questions ;

- La volonté d'aborder les questions écologiques dans l'ensemble des cours en y intégrant une partie sur la transition climatique, énergétique sans se contenter de créer des cours sur cette question centrale, mais en introduisant ces notions de façon transversale à l'ensemble du programme des enseignements ;
- L'amélioration de la notion de progressivité au sein du programme et la nécessité de suivre cette progressivité. Ce principe constitue l'un des fondements du nouveau programme : il s'agit d'apprendre à conserver, à protéger, à restaurer et à créer en suivant des étapes précises nécessaires au projet ;
- L'organisation de la grille des enseignements session par session, prenant en compte en amont la progressivité, la complémentarité entre tous les enseignements, la part de Cours Magistraux et de Travaux Dirigés, et la part de faisabilité de l'enseignement en distanciel ;
- L'introduction d'une part plus importante de Travaux Dirigés en complément des Cours Magistraux, ou en remplacement d'un nombre d'heure de Cours Magistraux encore très important dans certaines disciplines ;
- Le constat des doublons entre certains cours est encore avéré, malgré la mise en place des cahiers des charges des enseignements. Il conviendra de revenir sur ce point avec les responsables de champs et les enseignants.

ANNEXE 2 du CCTP – sommaire du référentiel Qualiopi

(certains termes ont été modifiés : "le prestataire" remplacé par "l'École" / "bénéficiaire" par "l'étudiant" ou par "l'architecte apprenant"...)

Critère 1 : Les conditions d'information du public sur les prestations proposées, les délais pour y accéder et les résultats obtenus

1. L'École diffuse une information accessible au public, détaillée et vérifiable sur les prestations proposées : prérequis, objectifs, durée, modalités et délais d'accès, tarifs, contacts, méthodes mobilisées et modalités d'évaluation, accessibilité aux personnes handicapées.
2. L'École diffuse des indicateurs de résultats adaptés à la nature des prestations mises en œuvre et des publics accueillis.
3. Lorsque l'École met en œuvre des prestations conduisant à une certification professionnelle, il informe sur les taux d'obtention des certifications préparées, les possibilités de valider un/ou des blocs de compétences, ainsi que sur les équivalences, passerelles, suites de parcours et les débouchés.

Critère 2 : L'identification précise des objectifs des prestations proposées et l'adaptation de ces prestations aux publics bénéficiaires lors de la conception des prestations

4. L'École analyse le besoin de l'architecte apprenant en lien avec l'entreprise et/ou le financeur concerné(s).
5. L'École définit les objectifs opérationnels et évaluables de la prestation.
6. L'École établit les contenus et les modalités de mise en œuvre de la prestation, adaptés aux objectifs définis et aux publics bénéficiaires.
7. Lorsque l'École met en œuvre des prestations conduisant à une certification professionnelle, il s'assure de l'adéquation du ou des contenus de la prestation aux exigences de la certification visée.
8. L'École détermine les procédures de positionnement et d'évaluation des acquis à l'entrée de la prestation.

Critère 3 : L'adaptation aux publics bénéficiaires des prestations et des modalités d'accueil, d'accompagnement, de suivi et d'évaluation mises en œuvre

9. L'École informe les publics bénéficiaires des conditions de déroulement de la prestation.
10. L'École met en œuvre et adapte la prestation, l'accompagnement et le suivi aux architectes apprenants.
11. L'École évalue l'atteinte par les architectes apprenants des objectifs de la prestation.
12. L'École décrit et met en œuvre les mesures pour favoriser l'engagement des architectes apprenants et prévenir les ruptures de parcours.
13. Pour les formations en alternance, l'École, en lien avec l'entreprise, anticipe avec l'apprenant les missions confiées, à court, moyen et long terme, et assure la coordination et la progressivité des apprentissages réalisés en centre de formation et en entreprise.
14. L'École met en œuvre un accompagnement socio-professionnel, éducatif et relatif à l'exercice de la citoyenneté.
15. L'École informe les apprentis de leurs droits et devoirs en tant qu'apprentis et salariés ainsi que des règles applicables en matière de santé et de sécurité en milieu professionnel.
16. Lorsque l'École met en œuvre des formations conduisant à une certification professionnelle, il s'assure que les conditions de présentation des bénéficiaires à la certification respectent les exigences formelles de l'autorité de certification.

Critère 4 : L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement aux prestations mises en œuvre

17. L'École met à disposition ou s'assure de la mise à disposition des moyens humains et techniques adaptés et d'un environnement approprié (conditions, locaux, équipements, plateaux techniques...).
18. L'École mobilise et coordonne les différents intervenants internes et/ou externes (pédagogiques, administratifs, logistiques, commerciaux...).
19. L'École met à disposition de l'architecte apprenant des ressources pédagogiques et permet à celui-ci de se les approprier.
20. L'École dispose d'un personnel dédié à l'appui à la mobilité nationale et internationale, d'un référent handicap et d'un conseil de perfectionnement.

Critère 5 : La qualification et le développement des connaissances et compétences des personnels chargés de mettre en œuvre les prestations

21. L'École détermine, mobilise et évalue les compétences des différents intervenants internes et/ou externes, adaptées aux prestations.
22. L'École entretient et développe les compétences de ses salariés, adaptées aux prestations qu'il délivre.

Critère 6 : L'inscription et l'investissement du prestataire dans son environnement professionnel

23. L'École réalise une veille légale et réglementaire sur le champ de la formation professionnelle et en exploite les enseignements.
24. L'École réalise une veille sur les évolutions des compétences, des métiers et des emplois dans ses secteurs d'intervention et en exploite les enseignements.
25. L'École réalise une veille sur les innovations pédagogiques et technologiques permettant une évolution de ses prestations et en exploite les enseignements.
26. L'École mobilise les expertises, outils et réseaux nécessaires pour accueillir, accompagner/former ou orienter les publics en situation de handicap.
27. Lorsque l'École fait appel à la sous-traitance ou au portage salarial, il s'assure du respect de la conformité au présent référentiel.
28. Lorsque les prestations dispensées au bénéficiaire comprennent des périodes de formation en situation de travail, l'École mobilise son réseau de partenaires socio-économiques pour co-construire l'ingénierie de formation et favoriser l'accueil en entreprise.
29. L'École développe des actions qui concourent à l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études par la voie de l'apprentissage ou par toute autre voie permettant de développer leurs connaissances et leurs compétences.

Critère 7 : Le recueil et la prise en compte des appréciations et des réclamations formulées par les parties prenantes aux prestations délivrées

30. L'École recueille les appréciations des parties prenantes : bénéficiaires (architectes apprenants), financeurs, équipes pédagogiques et entreprise concernées.
31. L'École met en œuvre des modalités de traitement des difficultés rencontrées par les parties prenantes, des réclamations exprimées par ces dernières, des aléas survenus en cours de prestation.
32. L'École met en œuvre des mesures d'amélioration à partir de l'analyse des appréciations et des réclamations.

➔ savoir plus : <https://travail-emploi.gouv.fr/referentiel-national-qualite-guide-de-lecture-qualiopi>